

JOINT INITIATIVE FOR
SUSTAINABLE HUMANITARIAN
ASSISTANCE PACKAGING WASTE
MANAGEMENT

GÉRER DURABLEMENT LES DÉCHETS D'EMBALLAGE – LEÇONS APPRISSES DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES

COMPENDIUM | MARS 2024



TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	1
LE SUCCÈS DE SHELTERBOX DANS L'ÉLIMINATION DU PLASTIQUE À USAGE UNIQUE.....	2
LE PROJET PILOTE DU CICR EN AFGHANISTAN : REMPLACER LE PLASTIQUE PAR DU CARTON DANS LES DISTRIBUTIONS D'ARTICLES NON ALIMENTAIRES.....	8
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL: PROGRAMMES DE TRANSFERTS MONÉTAIRES À COX'S BAZAR, BANGLADESH - DES BOUTIQUES ZERO PLASTIQUE.....	12
ACTED LIBAN : UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR RÉDUIRE ET GÉRER LES DÉCHETS	16
UNICEF: LA DISTRIBUTION EN VRAC DE MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES D'INSECTICIDE À LONGUE DURÉE	21
UNHCR: « ÉCOLOGISER » L'EMBALLAGE DES ARTICLES DE PREMIERS SECOURS.....	25
SAVE THE CHILDREN: PROMOUVOIR LA DURABILITÉ PAR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT	31
PALLADIUM & HSOT: REDUIRE AUTANT QUE POSSIBLE LES PLASTIQUES A USAGE UNIQUE	38

Ce document a été préparé par l'équipe de projet de la Joint Initiative (JI), dans le cadre de ses travaux en cours visant à promouvoir des pratiques d'emballage plus responsables et durables. Il ne prétend pas refléter les opinions ou les points de vue des partenaires de la JI.

INTRODUCTION

Avec ce Compendium d'études de cas, la [Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management](#) (Initiative conjointe pour la gestion durable des déchets d'emballage de l'aide humanitaire – JI) documente les expériences de huit organisations humanitaires qui ont tenté de réduire l'empreinte environnementale de leurs emballages en testant des solutions en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement. Ce document – qui couvre divers contextes opérationnels et un éventail d'acteurs différents – met en évidence les résultats positifs que ces organisations ont observés (par exemple, financiers et environnementaux) mais aussi les défis auxquels ils ont été confrontés. En partageant les expériences de ces organisations humanitaires, la JI espère informer et inspirer d'autres acteurs dans leur cheminement vers des emballages et des opérations plus durables.

Les organisations humanitaires sont de plus en plus conscientes de l'importance de réduire leurs emballages et d'assurer une gestion responsable des déchets d'emballage dans les pays où elles interviennent. Ces études de cas nous montrent qu'il n'existe pas de « solution unique » au problème des déchets d'emballage et que beaucoup de choses dépendent des ressources et des capacités des organisations individuelles, ainsi que de la disponibilité et de l'accessibilité financière des matériaux d'emballage durables.

Lorsqu'elles essaient d'identifier des emballages durables, les organisations humanitaires peuvent être confrontées à des dilemmes complexes et à des compromis entre divers impacts environnementaux. Par exemple, « *notre priorité doit-elle être d'utiliser moins de plastique, de réduire nos émissions de gaz à effet de serre ou de nous approvisionner auprès de sources durables/certifiées ?* ». Les organisations ont souvent du mal à concilier le coût plus élevé d'un emballage plus durable avec des budgets humanitaires restreints.

Un facteur commun de réussite dans la mise en œuvre de ces initiatives a été le dévouement et la motivation des membres du personnel, dont beaucoup ont consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'analyse des différentes options susceptibles de réduire l'empreinte environnementale de leurs emballages.

Enfin, ces études de cas nous enseignent qu'un changement organisationnel est nécessaire si nous voulons améliorer de manière significative notre manière de travailler, et que le secteur humanitaire doit en parallèle adopter un état d'esprit focalisé sur la durabilité, dans lequel nous nous concentrons à la fois sur des stratégies à long terme visant à prévenir la dégradation de l'environnement et le changement climatique, et sur la fourniture urgente d'aide humanitaire.

La publication de ce Compendium a été possible grâce au généreux soutien du Bureau d'aide humanitaire de USAID et à la contribution des organisations suivantes :



World Food Programme



La JI réunit 26 acteurs humanitaires dans le but commun de réduire l'impact environnemental négatif de l'action humanitaire, en se concentrant sur les déchets d'emballage et en améliorant la coordination avec les acteurs clés sur la gestion durable de la chaîne d'approvisionnement. La JI a été créée et est financée par le Bureau de l'aide humanitaire (BHA) de USAID.



LE SUCCÈS DE SHELTERBOX DANS L'ÉLIMINATION DU PLASTIQUE À USAGE UNIQUE

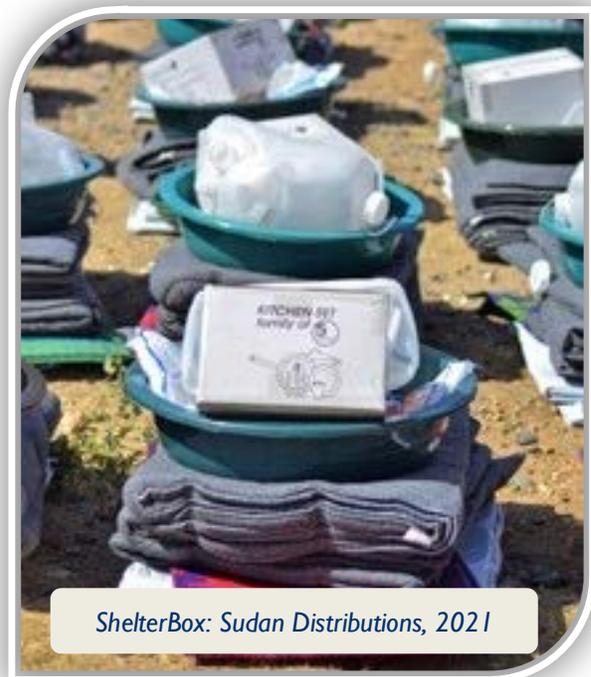
Cette étude de cas illustre la manière dont une organisation relativement petite et disposant d'un faible pouvoir d'achat a réussi à réduire considérablement ses **emballages**. Ce document fait partie d'un effort plus large mené par la Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management (Initiative conjointe pour une gestion durable des déchets d'emballage de l'aide humanitaire) afin de compiler les meilleures pratiques des organisations d'aide dans leurs efforts pour éliminer les emballages inutiles et soutenir une meilleure gestion des déchets d'emballage.



INTRODUCTION

ShelterBox est une organisation humanitaire basée au Royaume-Uni qui fournit des abris d'urgence ainsi que des outils et fournitures essentiels (tentes, bâches, ustensiles de cuisine, etc.) aux personnes affectées par des crises humanitaires dans le monde entier. Depuis sa création en 2000, ShelterBox a contribué à donner un abri à plus de 2 millions de personnes dans le monde.¹

Les implications environnementales sont inévitables tout au long du processus de l'aide humanitaire, y compris le plastique généré par l'emballage et la livraison des articles de secours - une question qui préoccupe de plus en plus le secteur humanitaire. L'importance et l'urgence de l'attention portée aux plastiques sont en partie dues au durcissement de la réglementation internationale sur les plastiques à usage unique (PUU) et à ses implications sur la fourniture de l'aide humanitaire.



ShelterBox: Sudan Distributions, 2021

¹ <https://www.shelterbox.org/> - Leur action est soutenue par un réseau mondial d'affiliés à ShelterBox et par divers partenaires, dont le Rotary International. Elle est financée exclusivement par le soutien du public, de trusts et de fondations.

Pour ShelterBox, **l'interdiction des PUU en gros mise en œuvre au Kenya en 2017 a eu des conséquences directes sur l'organisation** : à titre d'exemple, elle n'a pas pu importer en 2018 une cargaison d'articles de secours essentiels tant que tous les PUU n'avaient pas été retirés. Cet incident a élevé les plastiques au rang de considération environnementale prioritaire pour l'organisation, étant donné la probabilité que des politiques similaires en matière de PUU apparaissent dans d'autres pays où ShelterBox travaille. Outre la nécessité opérationnelle de s'attaquer aux PUU, l'équipe de ShelterBox a également reconnu que la réduction des plastiques était un domaine dans lequel l'organisation pouvait apporter des changements positifs pour réduire l'impact environnemental de ses interventions.

De ce fait, ShelterBox a commencé à explorer des méthodes pour réduire son impact environnemental, avec la création de groupes de travail visant à trouver des solutions collaboratives sur des questions telles que les plastiques et les émissions de CO₂. Ces groupes étaient composés de membres de différentes équipes (approvisionnement, logistique, opérations, communication, collecte de fonds) afin d'apporter des perspectives et des compétences variées.



PAR OÙ COMMENCER ?

ShelterBox a mené un exercice de cartographie pour comprendre quels types de plastiques étaient inclus dans ses articles d'aide, à quelles fins ils servaient et quel était leur potentiel de réutilisation après la distribution. Cet exercice incluait l'analyse des enquêtes de suivi post-distribution (SPD)².

Cet exercice a permis à ShelterBox de redéfinir ces plastiques comme « *emballage problématique* » dans la mesure où cet emballage :

- N'est pas essentiel pour protéger un article d'aide ;
- N'est pas essentiel pour la livraison, le stockage ou l'utilisation en toute sécurité d'un article d'aide ;
- Ne sera pas réutilisé de manière significative par les bénéficiaires de l'aide ; et
- Peut causer des dommages à la communauté ou à l'environnement.

En collaboration avec ses fournisseurs³, ShelterBox a identifié 13 types d'emballages différents utilisés dans ses articles de secours qui pourraient être revus, en a indiqué quatre comme non essentiels et en a étiqueté trois autres comme potentiellement réutilisables.

ShelterBox a examiné les minuscules objets en plastique (c'est-à-dire les sangles et les manchons) utilisés pour emballer les articles individuels et a finalement ciblé les sacs en polyéthylène basse densité (PEBD) de taille moyenne et petite, qui étaient inclus par exemple dans le manchon servant à recouvrir une houe dans un kit d'abri.

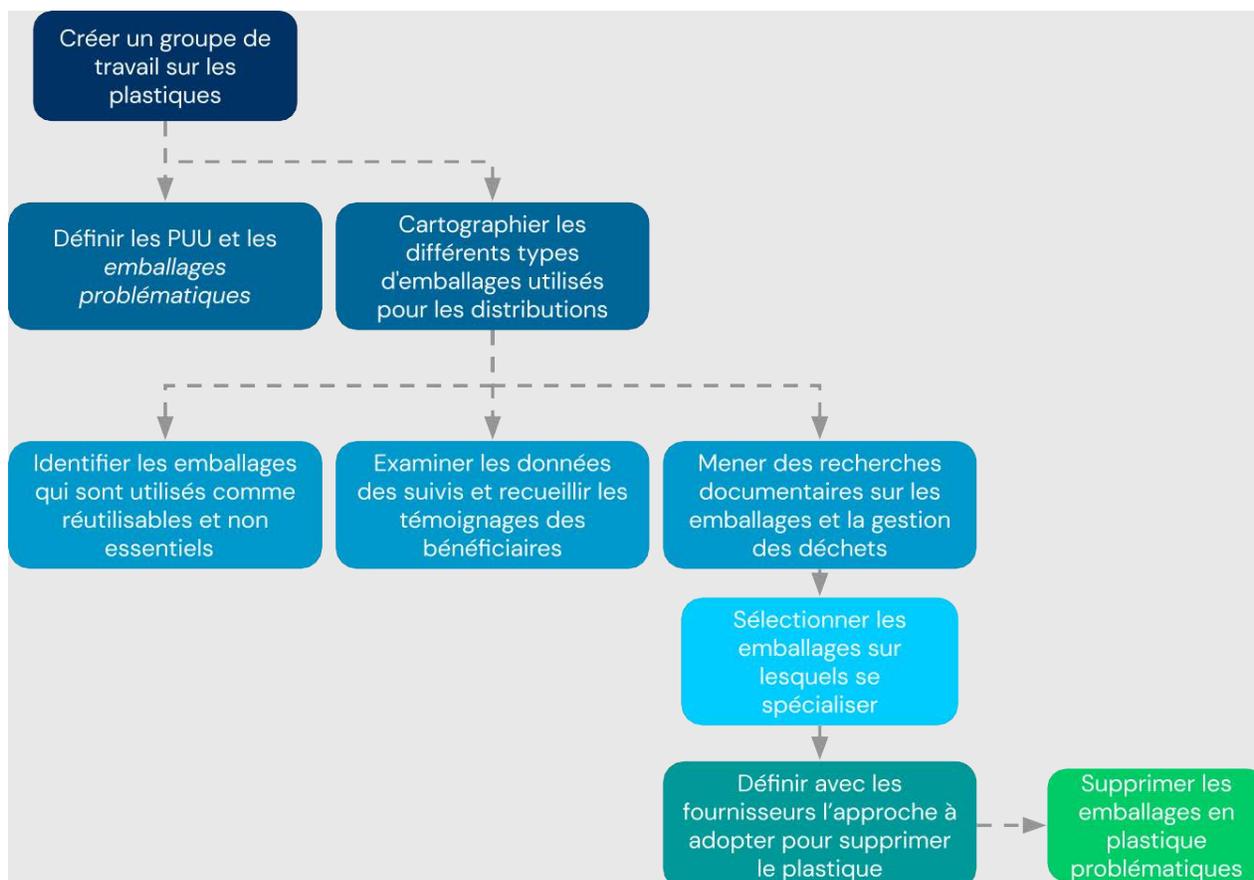
En fin de compte, ShelterBox a pu retirer six emballages⁴ de chaque kit d'outils d'abri, ce qui a permis une réduction considérable du plastique étant donné le volume élevé de kits d'abri distribués chaque année. Cela s'ajoutait aux efforts antérieurs de réduction du plastique qui se concentraient sur les ensembles de cuisine, les vêtements pour

² ShelterBox a par exemple étudié les réponses à des questions telles que « La moustiquaire que vous avez reçue était dans un sac en plastique. Qu'avez-vous fait de ce sac? » : a) Je l'ai brûlé ; b) Je l'ai jeté avec les déchets de la communauté ; c) Je l'ai donné à la recyclerie de la communauté ; d) Je l'ai réutilisé moi-même ; e) Je l'ai donné ; f) Je l'ai laissé par terre (jeté) ; g) Autre ; ou h) Si « Autre », veuillez expliquer ce que vous avez fait du sac.

³ L'attention a d'abord été portée sur les articles achetés au niveau mondial auprès du fournisseur de ShelterBox, Alpinter (Alpinter | Humanitarian Relief Products - Alpinter) en raison de la grande quantité achetée par opposition aux achats régionaux/locaux.

enfants et les articles d'hygiène, y compris le savon. En 2021, ShelterBox a au total évité l'utilisation de **173 396 morceaux de plastique** grâce à ses efforts⁵. Et il est à noter que, comme ils ont simplement retiré le plastique, ces changements n'ont entraîné **aucun coût financier pour ShelterBox ou ses fournisseurs**.

SCHÉMA I. RÉSUMÉ DU PROCESSUS DE RÉDUCTION DU PLASTIQUE DE SHELTERBOX



LEÇONS APPRISSES

VEILLER À CE QUE LES APPROCHES SOIENT VÉRITABLEMENT « MONDIALES »

Les définitions de « l'usage unique » varient selon les pays et les contextes : ce que les pays occidentaux considèrent comme un usage unique peut être perçu différemment dans les communautés où l'aide est fournie. Ces considérations contextuelles importantes ont influencé la manière dont ShelterBox a défini un « emballage problématique » et son approche, en tenant compte de l'avis des communautés bénéficiaires par le biais des retours d'informations du suivi post-distribution et des témoignages des partenaires.

CONSIDÉRATION ENVIRONNEMENTALE VS. IMPÉRATIF HUMANITAIRE

L'impératif et la priorité de toute organisation humanitaire sont de fournir une assistance vitale aux personnes dans le besoin. Cette assistance peut interférer avec l'atteinte des objectifs environnementaux du développement

à long terme. Dans certains cas, la prise en compte des considérations environnementales peut même entrer en conflit avec cet impératif de sauver des vies. Ces complexités signifient que les questions environnementales, comme l'emballage, doivent être abordées de manière holistique.

SE FOCALISER DANS UN PREMIER TEMPS SUR LES EMBALLAGES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

ShelterBox s'est rendu compte au cours de son analyse qu'elle devait se concentrer sur les emballages primaires et secondaires étant donné les difficultés relatives à la réduction des emballages tertiaires. La réduction des emballages tertiaires s'avère en effet particulièrement difficile, en partie parce qu'elle dépasse la sphère d'influence directe de l'organisation⁴. De plus, si les organisations humanitaires peuvent travailler avec leurs fournisseurs directs pour modifier les spécifications des articles, elles n'ont pas nécessairement de contacts directs avec les transporteurs des articles d'aide ou accès à ceux-ci. En outre, les emballages tertiaires sont moins facilement démontables ou modifiables en raison des longues distances d'expédition, et il s'agit d'une question transversale qui touche à la fois le secteur humanitaire et le secteur commercial.



ShelterBox: Vanuatu 2020, Cyclone Harold

IMPLIQUER LES FOURNISSEURS DÈS LE DÉBUT POUR QU'ILS S'APPROPRIENT LE PROCESSUS

L'engagement des fournisseurs dès le début du processus de réduction des plastiques a été la clé du succès de ShelterBox. La coordination et les discussions avec les fournisseurs concernés demandent du temps et de l'engagement, mais obtenir leur participation et leur adhésion à la réduction des plastiques était essentiel. Le fait de responsabiliser les fournisseurs dans le processus, mais aussi de les intéresser et de les impliquer dans l'impact de petits changements au niveau des emballages en plastique - qui contribuent souvent à leurs propres enjeux environnementaux et de durabilité - a fait de ce projet un succès pour toutes les parties engagées.

COMPRENDRE, ÉVALUER ET PRENDRE DES DÉCISIONS IMPLIQUERONT IN FINES DES COMPROMIS ENVIRONNEMENTAUX

ShelterBox a appris que la prise de décisions implique des compromis inhérents et inévitables, même en matière de durabilité environnementale. Il est ainsi difficile de trouver l'équilibre entre les implications climatiques (par exemple, les émissions de carbone) et d'autres impacts environnementaux tels que les déchets plastiques. À titre

⁴ Bien que les efforts pour réduire les emballages tertiaires soient rares, Alpinter teste actuellement en Belgique un type de film étirable pour les emballages tertiaires. Le film étirable Power est 60 % plus léger que le film plastique standard. La feuille est ultra-mince, mais tout aussi résistante que la feuille standard grâce à sa structure interne (composée de plusieurs couches). Il en résulte également des déchets plus compacts (feuille de déchets après dé-palettisation), ce qui optimise le transport des déchets.

d'exemple, si ShelterBox a pu facilement retirer l'emballage en plastique de plusieurs articles d'aide sans coût supplémentaire, cela pourrait devenir plus compliqué à l'avenir avec des articles plus complexes. Les articles qui sont actuellement emballés et transportés dans un emballage en plastique scellé devront être remplacés par une boîte en carton ou quelque chose de similaire. Cependant, le passage à des emballages rigides et plus grands pourrait entraîner une augmentation de l'espace de fret utilisé, ce qui pourrait se traduire par une augmentation du nombre de voyages nécessaires pour livrer les marchandises - et donc par une augmentation des émissions de carbone.

Pour une organisation humanitaire comme ShelterBox, qui n'a pas nécessairement le temps ni la capacité à ce stade de réaliser des analyses de cycle de vie pour chacun de ses articles et emballages distribués, faire des compromis éclairés et prioriser l'impact positif sont peut-être la seule approche permettant de progresser durablement.

DEFINIR UNE APPROCHE À L'ÉCHELLE DE L'ORGANISATION POUR SOUTENIR LA LONGÉVITÉ ET LES PROGRÈS DURABLES

La mise en place d'un groupe de travail composé d'équipes pluridisciplinaires, le renforcement du soutien et de l'adhésion de la direction, et la recherche d'un consensus sur les définitions et les stratégies ont permis de progresser. L'obtention d'une participation plus large au sein de ShelterBox a également permis de répartir les efforts, de sorte que le temps et la charge de travail nécessaires à la poursuite de ces efforts ne reposent pas sur une seule personne.

Bien que la suppression des emballages en plastique n'ait entraîné aucun coût financier supplémentaire, elle a nécessité des efforts substantiels de la part du personnel et des fournisseurs de ShelterBox, en plus de leurs rôles principaux. Cela n'a été possible que grâce à l'approche utilisée à l'échelle de l'organisation et à la volonté d'apporter un changement positif.

CONSIDÉRATIONS SPÉCIFIQUES AU CONTEXTE DES MARCHÉS PUBLICS RÉGIONAUX VS. INTERNATIONAUX

Pour cette initiative, ShelterBox a concentré ses efforts sur les articles livrés à l'échelle mondiale et provenant de sources internationales, mais l'organisation a engagé des discussions préliminaires avec des fournisseurs régionaux sur la question de la durabilité.

Travailler avec des fournisseurs régionaux⁵ peut impliquer des considérations culturelles nuancées et nécessiter une approche différente. À titre d'exemple, en travaillant avec des fournisseurs basés au Moyen-Orient, ShelterBox a constaté que la suppression de l'emballage en plastique signifiait que l'article d'aide pouvait être perçu comme de moindre qualité, ce qui pouvait entraver la fourniture de l'aide et son efficacité. Les discussions sur la réduction des emballages plastiques doivent donc être gérées en tenant compte de ces différences culturelles afin de garantir des progrès positifs.

LA DURABILITÉ PEUT APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE AUX ORGANISATIONS

La durabilité et les pratiques environnementales positives deviennent de plus en plus attractives et importantes pour les individus et les organisations du monde entier, ce qui signifie que l'intégration active de pratiques durables dans les opérations organisationnelles et programmatiques peut être bénéfique au-delà des résultats

⁵ Kits de vêtements pour la Syrie - un exemple de bonnes relations avec les fournisseurs. Le plastique a été retiré des kits de vêtements pour enfants grâce aux discussions entre ShelterBox et les fournisseurs.

environnementaux : elle peut donner de la valeur à une organisation et même générer des fonds supplémentaires en démontrant un engagement à répondre aux priorités environnementales. Des recherches ont également montré qu'un engagement en faveur de la durabilité renforce aussi la motivation des employés et leur fidélité à l'organisation⁶.

LES SOLUTIONS DOIVENT ETRE COLLABORATIVES

Les solutions aux emballages en plastique doivent être élaborées de manière collaborative, en recueillant les contributions et les idées de diverses parties, y compris des communautés qui reçoivent une aide.

Ces communautés réutilisent souvent les emballages en plastique de façon innovante, et cela doit être souligné. Les communautés bénéficiaires possèdent des compétences, des connaissances et une expertise qui sont souvent sous-évaluées et sous-représentées. L'inclusion de ces perspectives doit être un sujet mieux pris en compte dans les conversations clés où les décisions sont prises.



En utilisant le cerclage en plastique qui sert à emballer les balles de moustiquaires et de couvertures, Samuel a pu créer des paniers à provisions, des matelas de couchage et des paniers/plateaux. Il les vend maintenant sur son marché local. Photo de CARE Mozambique, 2022.



CONCLUSION

Le succès de ShelterBox démontre que, même s'il s'agit d'une organisation relativement petite, du personnel dédié et un soutien dans la durée de l'ensemble de la chaîne de gestion peuvent contribuer à un changement culturel au sein d'une organisation et, par conséquent, avoir un impact positif fort sur la durabilité. Les mesures que l'organisation a prises pour réduire ses emballages en plastique sont des **mesures reproductibles et réalistes qui pourraient être prises par d'autres organisations**. Imaginez l'ampleur de l'impact positif sur l'environnement si chaque organisation d'aide humanitaire reproduisait ces efforts.

⁶ <https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/Strategy%20and%20Corporate%20Finance/Our%20Insights/Five%20ways%20that%20ESG%20creates%20value/Five-ways-that-ESG-creates-value.ashx>



LE PROJET PILOTE DU CICR EN AFGHANISTAN : REMPLACER LE PLASTIQUE PAR DU CARTON DANS LES DISTRIBUTIONS D'ARTICLES NON ALIMENTAIRES



INTRODUCTION

Le CICR assure protection et assistance humanitaires aux victimes de la guerre et de la violence armée. Il intervient dans les situations d'urgence et promeut le respect du droit international humanitaire. Dans le cadre de ce travail, le CICR visite les détenus pour contrôler leurs conditions de détention et s'assurer que leurs garanties judiciaires fondamentales, leur dignité et leur bien-être sont respectés.

Depuis 2012, l'organisation participe activement à la réduction de l'empreinte environnementale et carbone de ses programmes et bureaux. Dans le cadre du projet SSCA (Sustainable Supply Chain Alliance), des changements importants ont été apportés pour rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus respectueuses de l'environnement, notamment en élaborant des spécifications durables pour leurs articles de secours et leurs emballages.

Un exemple de ces efforts est celui de l'Afghanistan où le CICR distribue des articles non alimentaires (NFIs)⁷ à 30 000 détenus deux fois par an depuis dix ans (soit 60 000 kits par an). Cette étude de cas s'inscrit dans le cadre



CICR : INITIALEMENT, LES KITS NFI ÉTAIENT EMBALLÉS DANS DES SACS EN PLASTIQUE À USAGE UNIQUE.

⁷ Contenu: brosse à dent, dentrifice, savon, poudre à laver.

d'un effort plus large mené par la Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management (Initiative conjointe pour une gestion durable des déchets d'emballage de l'aide humanitaire) afin de compiler les meilleures pratiques des organisations d'aide dans leurs efforts pour éliminer les emballages inutiles et soutenir une meilleure gestion des déchets d'emballage.



L'APPROCHE

En 2021, l'équipe Afghanistan a commencé à revoir l'emballage secondaire utilisé pour ces articles non alimentaires afin d'abandonner les sacs en plastique transparent à usage unique (PUU, voir photo). Ce processus générerait beaucoup de déchets plastiques qui devaient ensuite être éliminés par les autorités pénitentiaires. En outre, il n'existait **pas de réelle possibilité de réutilisation ou de logistique inversée**, car les sacs étaient déchirés à la réception et les sacs en plastique ne sont pas facilement recyclés en Afghanistan en raison de leur faible valeur économique.

En 2021, profitant du reliquat budgétaire d'un autre programme, l'équipe a décidé de piloter le passage à un emballage en carton recyclé marron. Cela a nécessité d'importantes négociations avec les autorités pénitentiaires pour approuver la nouvelle boîte en carton opaque. La sécurité de la prison préférait en effet le sac transparent PUU utilisé précédemment - et l'exigeait depuis longtemps - car il était plus facile à scanner et à fouiller.

Lors de la mise en œuvre de ce changement, le CICR a également modifié son circuit de distribution pour que les articles soient achetés et livrés plus près des sites de distribution afin d'éviter tout déplacement inutile vers la capitale.

En 2022, le projet a été étendu à tous les centres de détention où le CICR travaille en Afghanistan.



BÉNÉFICES

- **Environnement** : l'abandon du plastique à usage unique a permis de réduire le volume de déchets plastiques générés et la pollution associée (liée à la combustion ou à la mise en décharge). Maintenant que l'emballage du kit a été remplacé par du carton (de surcroît non blanchi et recyclé), le CICR cherche comment réduire les emballages des articles contenus dans les kits, par exemple en achetant certains articles en vrac.
- **Réutilisation des emballages** : Les bénéficiaires ont été satisfaits du passage aux boîtes en carton car ils

pouvaient les utiliser comme tapis de sol ou rangement.

- **Mobilisation des équipes** : Avec le succès du projet pilote et la décision d'utiliser à plus grande échelle des boîtes en carton, les équipes du CICR se sont de plus en plus engagées et intéressées aux questions de durabilité. Cela a conduit les équipes à explorer d'autres possibilités d'intégrer la durabilité dans les pratiques d'achat standard du CICR en Afghanistan.
- **Émission de CO₂** : Comme mentionné ci-dessus, le changement apporté à l'emballage a déclenché une réflexion sur le circuit de distribution du CICR. La reconfiguration des modalités de transport pour la distribution de ces articles a également permis de **réduire les impacts environnementaux en diminuant la consommation de carburant (environ 1 000 litres par distribution) et les émissions associées** (environ 3 000 kg de CO₂).



DÉFIS

- **Coût** : Si certaines modifications des spécifications d'emballage peuvent être effectuées sans coût, le passage des sacs plastiques au carton a entraîné dans ce cas un surcoût d'environ **34 000 \$ par an pour les 60 000 kits distribués**². Les cartons sont en effet nettement **plus chers** (0,56 \$ US par carton contre 0,08 \$ US par sac plastique)³. Bien que les changements apportés au circuit de distribution du CICR permettent de réaliser quelques économies (par exemple sur le carburant), celles-ci n'ont pas permis de couvrir le budget supplémentaire global nécessaire.
- **Temps additionnel de distribution** : Un autre défi majeur est le temps additionnel de distribution dans les prisons, car le personnel peut transporter beaucoup moins de boîtes à la fois que de sacs en plastique. L'essai initial a montré que **la distribution prend presque deux fois plus de temps**⁴.

Néanmoins, le CICR envisage de modifier la méthode de livraison **en demandant aux prisonniers** de participer à la distribution, ce qui permettrait de réduire le temps global nécessaire. En outre, le passage des sacs aux boîtes n'a pas augmenté l'espace de stockage ni le nombre de véhicules nécessaires, car les boîtes peuvent être empilées plus haut que les sacs en plastique sans être endommagées.

- **Négociation avec les autorités pénitentiaires** : Si le passage au carton a fait l'objet d'un accord interne immédiat au sein du CICR, ce changement s'est heurté à la résistance initiale des autorités pénitentiaires, ce qui a nécessité du temps et des efforts supplémentaires de la part du personnel du CICR pour obtenir leur approbation.



LEÇONS APPRISSES

Plusieurs leçons tirées de la transition réussie du CICR des sacs PUU aux boîtes en carton peuvent être utiles à d'autres organisations d'aide humanitaire :

- L'implication financière de la transition du plastique au carton doit être **anticipée et incluse dans les budgets**, en particulier pour les organisations ayant des programmes plus petits et moins d'autonomie financière. Cette étude de cas montre que le fait de **revisiter les achats de manière globale** (en l'occurrence, revoir les circuits de distribution) peut permettre de réaliser des économies qui peuvent être utilisées pour absorber les coûts supplémentaires.
- Outre les considérations financières, l'introduction de changements durables dans les chaînes d'approvisionnement des organisations nécessite **un changement de mentalité, du temps, un**

investissement du personnel et une volonté de « faire les choses différemment ». Bien que ces types de changements soient difficiles à envisager lorsque les efforts se concentrent sur la réponse aux besoins humanitaires dans les situations d'urgence, **la durabilité peut être prise en compte pour les articles pré-positionnés qui sont achetés à l'avance et stockés.**

- Lorsque l'on remplace le plastique par du carton, il est important de prendre également en compte la composition du carton, c'est-à-dire de s'assurer que le carton marron (couleur naturelle) est sélectionné plutôt que le carton blanc (blanchi) afin d'éliminer la contamination de l'eau et du sol générée lors du processus de recyclage, ou lorsque le carton est brûlé/déposé dans les décharges. Si cela est possible et disponible, du carton recyclé ou du carton labellisé/certifié (par exemple **FSC**) peut également être utilisé.
- Cette étude de cas montre également que **les fournisseurs sont ouverts à des ajustements** pour rendre leurs produits plus durables, même dans un pays comme l'Afghanistan qui a été déchiré par des décennies de combats combinés à une pauvreté sous-jacente. Les fournisseurs du CICR sont maintenant intéressés par le fait de travailler sur de nouvelles initiatives liées à la durabilité.
- Apporter des modifications aux spécifications exige des organisations qu'elles effectuent des essais avec leurs fournisseurs. Le CICR a constaté qu'il était plus efficace, moins cher et plus facile de faire un seul essai avec un fournisseur unique de boîtes en carton situé à Kaboul pour les 30 000 articles requis, plutôt que divers essais plus petits avec différents fournisseurs. Cette solution s'est avérée plus facile à transposer à plus grande échelle.



CONCLUSION

Du point de vue de la gestion des déchets, le carton (lorsqu'il est marron) est indéniablement meilleur que le plastique car il contribue à réduire la pollution atmosphérique (lorsque le plastique est brûlé), ainsi que la contamination du sol et de l'eau (les particules de plastique mettant des milliers d'années à se décomposer). L'abandon du plastique au profit du carton offre à une organisation humanitaire la possibilité de réduire son empreinte écologique due à de mauvaises pratiques de gestion des déchets.

Néanmoins, ce changement a un coût et la couverture de ce coût n'est possible que pour les organisations qui disposent d'un certain niveau d'**autonomie financière ou celles qui ont anticipé ces coûts dans leurs budgets.**

Si une approche « good enough » (« *a minima* ») est la plus adaptée dans des contextes humanitaires difficiles tels que l'Afghanistan, il est important de garder à l'esprit que **le carton n'est pas la solution « parfaite »** et peut générer d'autres impacts environnementaux : le transport du carton est en effet souvent plus **intensif en carbone** (car beaucoup plus lourd que le plastique) et l'utilisation de carton issu de forêts non gérées durablement peut également avoir un **impact sur la biodiversité** - si c'est possible, les organisations humanitaires doivent adopter une **approche holistique** et analyser les différents impacts environnementaux afin de pouvoir faire des choix éclairés lors de la comparaison des différentes options.



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL: PROGRAMMES DE TRANSFERTS MONETAIRES À COX'S BAZAR, BANGLADESH - DES BOUTIQUES ZERO PLASTIQUE



INTRODUCTION

Avec une consommation annuelle d'environ 87 000 tonnes de plastique à usage unique (PUU)¹, le Bangladesh et ses camps de réfugiés ne font pas exception à la crise mondiale du plastique. Comme dans de nombreux endroits du monde, des solutions innovantes et pourtant simples sont testées pour soutenir la transition vers l'abandon du plastique.

L'étude de cas présentée ci-dessous illustre le rôle que les organisations peuvent jouer dans l'intégration de la durabilité environnementale au sein de leurs interventions humanitaires destinées à sauver des vies. Elle s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large mené par la Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management (Initiative conjointe pour une gestion durable des déchets d'emballage de l'aide humanitaire) afin de compiler les meilleures pratiques des organisations d'aide dans leurs efforts pour éliminer les emballages inutiles et soutenir une gestion plus durable des déchets d'emballage.



L'APPROCHE

Dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar, le Programme alimentaire mondial (PAM) fournit 100 % de son aide alimentaire sous forme de coupons électroniques. Chaque mois, les bénéficiaires reçoivent des

coupons avec lesquels ils peuvent acheter des produits de base⁸ auprès de détaillants locaux et nationaux sélectionnés dans les camps. Bien que ces programmes soient essentiels pour promouvoir l'économie locale mais aussi pour rendre aux réfugiés leur autonomie et leur dignité, d'importants déchets d'emballage sont générés par ces détaillants. En 2020, il a ainsi été estimé que 400 000 sacs en plastique⁹ ont été générés chaque mois par le PAM en raison de son programme de coupons électroniques.

En 2020, encouragé par l'entrée en vigueur de l'interdiction du plastique par le gouvernement du Bangladesh ainsi que par ses plans visant à éliminer progressivement 90 % des plastiques à usage unique (PUU) d'ici 2026, le PAM a décidé d'intensifier ses efforts pour réduire son empreinte environnementale et d'explorer des alternatives aux PUU.

Dans le cadre de son programme d'assistance alimentaire acheminé par l'intermédiaire de 12 détaillants situés à divers endroits des camps de Cox's Bazar, le PAM a travaillé avec les détaillants pour mettre en place une politique « zéro plastique ». Les détaillants reçoivent les produits en grandes quantités, puis les **remballent individuellement pour les ménages dans des sacs en jute ou en papier, ou simplement sans aucun emballage lorsque cela est possible. Le riz est distribué dans des grands sacs en polypropylène (PP) réutilisables**, et les œufs dans des seaux réutilisables. Les bénéficiaires sont également encouragés à rapporter ces emballages réutilisables (sacs PP/jute) lors de leur prochaine visite chez le détaillant.

Pour un petit nombre d'articles seulement (comme le sel, les anchois et la farine), les détaillants travaillant dans le cadre du programme de coupons électroniques du PAM utilisent encore les emballages en plastique d'origine afin de les protéger de l'humidité, en particulier durant la mousson. **L'huile est également distribuée dans des bouteilles en PET (Polyéthylène Téréphtalate) car aucune alternative durable n'a été trouvée pour l'instant.**



BÉNÉFICES

- La transition vers l'abandon des PUU a eu des impacts significatifs sur l'environnement local. Le PAM a estimé que ce changement a permis d'économiser environ 5 millions de sacs en plastique par an (et probablement plus encore si l'on considère la probabilité que certains articles étaient auparavant « doublement emballés »)⁴.
- Malgré une certaine résistance initiale, les bénéficiaires ont accueilli favorablement le passage à des emballages réutilisables comme une contribution au maintien de la propreté de leur environnement local. Certains déchets recyclables sont également collectés et vendus sur les marchés locaux de recyclage (ex. : les bouteilles d'huile en plastique PET et les cartons), ce qui a contribué à générer un petit revenu pour certains bénéficiaires et entrepreneurs locaux.
- Cette transition vers l'abandon des PUU a influencé d'autres acteurs pour qu'ils adoptent des pratiques vertes (ex. : les détaillants/fournisseurs ont suivi dans certains cas la même politique de contrôle des déchets dans leurs propres entrepôts) ou a été appliquée à des articles non alimentaires (ex. : le savon distribué sans emballage).
- En respectant la législation locale et en soutenant les efforts du gouvernement pour délaisser les PUU, ce

⁸ Huile, sucre, sel, riz, fruits/légumes.

⁹ <https://reliefweb.int/report/bangladesh/plastic-free-wfp-food-assistance-outlets-towards-durable-sustainable-solutions>

changement a également contribué à l'acceptation du PAM au sein du gouvernement local, dans un contexte opérationnel complexe.



DÉFIS

- Cette expérience a montré que la transition vers des emballages réutilisables ou alternatifs ou encore vers l'abandon des emballages, n'est pas un processus simple et que **les emballages jetables sont parfois encore nécessaires**, notamment pour des raisons de qualité, de santé et de sécurité. Comme mentionné plus haut, dans certaines boutiques de détaillants du PAM, des PUU sont encore nécessaires pour des produits alimentaires comme le sel, les anchois et la farine qui doivent être particulièrement protégés de l'humidité pendant la mousson.
- Le passage à des **alternatives aux plastiques conventionnels a un coût** et le PAM a dû subventionner une partie de cette transition vers des sacs en papier biodégradables afin de garantir l'adhésion initiale des détaillants locaux. Dans le cas de Cox's Bazar, les sacs en papier coûtent 1,7 fois plus cher que les sacs en plastique⁵. De même, les sacs en jute sont 3,5 à 4 fois plus chers que les sacs en plastique. Ce coût doit être anticipé par les organisations humanitaires.
- Au vu de la taille des programmes du PAM, ce changement a eu un impact considérable sur l'environnement local, mais il reste assez limité par rapport à l'ensemble des enjeux. Malgré l'interdiction nationale, le plastique est encore largement utilisé par les détaillants du secteur privé à l'intérieur des camps, et de façon très courante au sein des communautés locales. **Les problèmes liés aux emballages en plastique à Cox's Bazar - comme partout ailleurs dans le monde ne peuvent être résolus que s'ils sont traités de manière holistique.**



LEÇONS APPRISSES

L'une des leçons tirées de l'expérience du PAM dans sa collaboration avec les magasins de Cox's Bazar est que les alternatives aux plastiques conventionnels ne sont pas des solutions « miracles ».

- L'utilisation d'alternatives - tels que les sacs en papier enduit de cire et les sacs en jute - n'est pas toujours simple à mettre en œuvre ; de plus, une sensibilisation et une information des bénéficiaires sont nécessaires. En outre, ces « alternatives » possèdent leurs propres défis environnementaux qui doivent être atténués. En l'occurrence, les sacs en papier enduit de cire sont des matériaux mixtes (cire et papier) qui ne sont pas faciles à recycler (tant d'un point de vue technique qu'économique). Il en va de même pour les sacs en jute qui, en plus de ne pas être suffisamment disponibles dans le pays, présentent un impact environnemental global élevé (ex. : la production de jute est à forte intensité de CO₂ et implique une consommation d'eau importante).
- L'expérience du PAM dans sa collaboration avec les détaillants a également montré que les fournisseurs sont souvent flexibles par rapport aux changements et ont une forte capacité à adapter leurs pratiques, en particulier lorsqu'il s'agit d'entreprises du secteur privé déjà solidement établies. À Cox's Bazar, le PAM dispose d'un fort pouvoir d'achat et a pu, de ce fait, exercer une influence significative pour encourager ses fournisseurs à adopter des pratiques durables. Et comme il s'agit d'une action de grande envergure, de petites mesures - comme le recyclage de tous les emballages en plastique utilisés par ces détaillants - pourraient permettre d'obtenir un volume considérable de déchets à vendre aux recycleurs.

- Encourager les bénéficiaires à ramener leurs emballages réutilisables (sacs de riz/sacs en jute/sacs en PP) chaque fois qu'ils font leurs courses n'est pas chose facile et nécessite des changements en matière de connaissances, d'attitudes et de pratiques qui peuvent prendre beaucoup de temps. Dans un contexte difficile et humide comme celui de Cox's Bazar où les conditions de vie sont rudes, les bénéficiaires ne peuvent pas toujours garder les sacs réutilisables propres et secs. Les sacs réutilisables ne constituent une alternative durable au PUU que s'ils sont régulièrement réutilisés. Sinon, l'empreinte environnementale⁶ et le coût financier⁷ de leur production ne justifient pas nécessairement l'investissement.
- La transition du PAM vers l'abandon des PUU a été rendue possible/facilitée et a eu plus d'impact grâce à la modalité de projet qui a été utilisée (c'est-à-dire l'assistance par coupon électronique). S'il avait été question de distributions en nature dans les camps, cela aurait été plus difficile et potentiellement plus coûteux à organiser (car il est potentiellement nécessaire d'être plus rapide et efficace dans les distributions). En outre, en travaillant avec un ensemble de détaillants spécifiques, il a été plus facile d'influencer leurs pratiques de manière positive - un changement qui, espérons-le, se poursuivra après le départ de l'organisation.



CONCLUSION

L'approche « zéro déchet » adoptée par le PAM dans ses programmes de coupons électroniques illustre comment des changements modestes et peu technologiques peuvent considérablement réduire l'empreinte écologique d'une organisation, et être éventuellement reproduits dans d'autres domaines ou par d'autres acteurs.

L'abandon des PUU à Cox's Bazar a permis au PAM de réduire considérablement la quantité de déchets générés par ses opérations. Suite à ce succès, l'organisation a commencé à adopter cette approche dans d'autres endroits comme l'Afghanistan.



ACTED LIBAN : UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR RÉDUIRE ET GÉRER LES DÉCHETS



INTRODUCTION

ACTED s'est engagée depuis quelques années à réduire son empreinte environnementale et carbone. Dès 2017, ACTED a réalisé un bilan carbone à l'échelle de l'organisation, qui identifiait qu'environ 60 à 70 % de son empreinte totale résultait de sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la vision « 3 Zero World vision » de l'organisation (Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté), ACTED a commencé à explorer les moyens d'introduire des critères de durabilité dans ses achats, tant pour les fournitures de bureau que pour les programmes.

Au Liban, ces mesures visaient non seulement à réduire l'empreinte carbone de l'organisation, mais aussi à réduire la pollution locale causée par la faible capacité de gestion des déchets dans le pays. ACTED avait déjà des projets en cours pour répondre à la crise des déchets¹⁰ au Liban, tels que le soutien à la collecte, au tri et à la gestion des déchets solides ménagers¹¹ à Beyrouth et dans les zones environnantes.

Ces efforts ont contribué à une plus grande sensibilisation à la gestion des déchets au sein d'ACTED Liban, et ont motivé le personnel à traduire ces efforts dans la réduction et **l'amélioration des pratiques de gestion des déchets au sein même de l'organisation** (aussi bien les déchets des bureaux que ceux liés aux programmes).



Lunch box in carton pour les bénéficiaires des formations d'ACTED.

¹⁰ En 2015, la plus grande décharge du pays a été fermée et la collecte des déchets dans les rues a été arrêtée, créant une accumulation de déchets dans les rues. Les déchets continuent de générer une grave menace sanitaire et environnementale au Liban.

¹¹ Pour plus d'informations : <https://www.acted.org/wp-content/uploads/2018/01/acted-lebanon-circular-economy-final.pdf>.

COMMENCER PAR LES « VICTOIRES RAPIDES » DANS LES BUREAUX

LES BUREAUX

Il était logique de commencer par mettre en œuvre des actions sans coût à gain rapide. L'équipe a commencé par **interdire les plastiques à usage unique dans la cuisine, lors des événements et des sessions de formation**. Désormais, le personnel y utilise **des ustensiles, des tasses et des assiettes réutilisables**, ainsi que des produits de nettoyage de bureau exclusivement non emballés. **L'impression recto-verso** est devenue obligatoire pour réduire la consommation de papier, et les carnets de notes sont en papier recyclé. Les polices « écologiques »¹² économes en encre et les **signatures électroniques** sont de plus en plus utilisées populaires. En outre, les 70 employés d'ACTED ont tous reçu un sac réutilisable pour faire leurs courses.

VISIBILITE ET COMMUNICATION

Pour une organisation comme ACTED, les mesures de réduction des déchets doivent être compatibles avec les exigences de visibilité des bailleurs de fonds. Pour y parvenir, ACTED a travaillé sur l'écologisation de ses **kakémonos** (où apparaissent les noms du projet/de l'organisation et du bailleur, ainsi que le logo). Ces « roll up » ont une durée de vie courte : ils ne peuvent être utilisés que pendant la durée de vie du projet et ne peuvent pas être **transmis** d'un projet à un autre pour être réutilisés. ACTED et son fournisseur sont parvenus à un accord leur permettant d'acheter uniquement la bannière elle-même et d'en réutiliser le support métallique. En plus de prolonger la durée de vie des matériaux, ce changement a également généré des économies pour ACTED.

RECYCLAGE, RÉUTILISATION ET RÉEMPLOI

Suite à ces mesures de réduction des déchets, ACTED Liban a développé un système de **gestion durable des déchets** pour les bureaux (séparation des recyclables, des piles et des déchets ménagers), et a développé un partenariat avec une association locale de récupération des déchets¹³. Les produits recyclables sont collectés gratuitement dans les bureaux toutes les deux semaines et réutilisés. L'association promeut une approche de type économie circulaire et emploi des personnes en situation de handicap.

MOBILISER LES FOURNISSEURS

En plus de réduire sa propre empreinte environnementale, ACTED a réussi à influencer positivement ses fournisseurs, en les encourageant à développer des approches et des plans pour promouvoir la durabilité environnementale. Lors de l'évaluation et de la notation des fournisseurs, **5 à 10 points de bonus** sont accordés à ceux qui peuvent démontrer qu'ils prennent en compte les considérations environnementales. Bien que cela ait constitué un défi pour certains fournisseurs, cela a envoyé un message clair sur le fait que **la durabilité est une priorité pour ACTED** et que, à cet égard, l'organisation aura **des attentes croissantes envers ses fournisseurs** dans les années à venir.

La **durabilité environnementale** est également incluse dans **les accords-cadres annuels** qu'ACTED signe avec les principaux fournisseurs et prestataires de services. Suite à cela, certains fournisseurs ont **modérément augmenté** leurs tarifs pour être en mesure de se conformer aux exigences de durabilité environnementale et pour anticiper les changements de prix. ACTED a considéré cela **comme un investissement nécessaire**

¹² Parmi les polices « écologiques », on peut citer : Century Gothic, Garamond, Times New Roman et Courier.

¹³ L'écoute (<https://www.lecouite-lb.org>).

LA RÉDUCTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGE AU NIVEAU DES PROJETS

Aujourd'hui, les produits distribués aux bénéficiaires après les formations - tels que les kits d'hygiène pour les bébés ou les familles, ou encore les boîtes de déjeuner - ont vu les emballages en plastique remplacés par des sacs en carton ou en jute. Dans la mesure du possible, les emballages secondaires en plastique à usage unique ont été supprimés et remplacés par des matériaux plus durables. Bien que des emballages primaires en plastique soient encore présents à l'intérieur de certains kits (ex. : pour les aliments individuels ou les articles NFI), dans l'ensemble, cela a permis de réduire considérablement la pollution plastique dans les zones de distribution. Sur une année, ACTED estime qu'environ 2 000 emballages plastiques ont ainsi été évités.

Les sacs en carton/jute sont estimés 30 à 40 % plus chers que leur équivalent en plastique mais ACTED a décidé que la réduction de la dégradation de l'environnement compensait l'augmentation du coût. Afin de surmonter les contraintes financières pour les distributions de nourriture, un nouvel appel d'offres a été lancé en 2021 pour les services de restauration. Celui-ci encourageait les fournisseurs à offrir des prix équitables et à proposer des emballages sans plastique. La société qui a remporté l'appel d'offres a pu répondre aux besoins programmatiques d'ACTED en matière de nourriture emballée individuellement en utilisant du papier craft au lieu du plastique. ACTED a également réussi à travailler avec ses bailleurs de fonds pour financer les coûts des emballages écologiques.

Ces derniers mois, ACTED Liban a continué à travailler pour interdire toutes les bouteilles en plastique lors des événements et des distributions, en investissant dans des distributeurs d'eau portables et rechargeables ainsi que des gobelets réutilisables.



Tote bags d'ACTED utilisés comme sacs blastique



DÉFIS

IDENTIFIER LES FOURNISSEURS

De manière générale, l'identification de prestataires capables de fournir des emballages durables au Liban peut s'avérer difficile. De plus, la conscience environnementale est généralement faible dans le pays, ce qui signifie qu'il a été plus difficile de convaincre les fournisseurs de l'utilité et de l'impact potentiel de l'utilisation d'emballages plus durables. Enfin, parce que les approches environnementales durables sont plus coûteuses à court terme, ACTED a dû s'efforcer d'adopter une approche équilibrée afin de ne pas entraver sa capacité à travailler avec des fournisseurs de plus petite taille.

LE COÛT ADDITIONNEL DE LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

De même, il a été difficile de faire face aux coûts supplémentaires de l'« écologisation ». Compte tenu des besoins humanitaires croissants exacerbés par le changement climatique et l'impact du COVID-19, les bailleurs de fonds cherchent comment réduire les coûts administratifs des programmes. **Si l'obtention de fonds pour des projets**

axés sur la protection de l'environnement est plus simple parce qu'il est possible de clairement démontrer les résultats directs en faveur de l'environnement, l'obtention de fonds pour l'« écologisation » des chaînes d'approvisionnement et des projets en cours (ex. : approvisionnement en eau, génération de revenus) est plus difficile. Cela nécessite un dialogue et une négociation continus avec les bailleurs. L'engagement avec le personnel des bailleurs au niveau local est particulièrement important car, parfois, les approches et politiques globales adoptées par les bailleurs humanitaires au niveau du siège n'ont pas encore été répercutées sur le terrain.



LEÇONS APPRISSES

ANTICIPER LES COÛTS ADDITIONNELS ET FAVORISER L'ADHÉSION DES FOURNISSEURS PERMET UNE PRISE EN COMPTE PLUS SYSTÉMATIQUE DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

L'organisation est désormais entrée dans un « cycle vertueux » où tous les budgets prennent en compte la nécessité de réduire les déchets dès les premières étapes du développement du projet. ACTED inclut systématiquement dans ses budgets des coûts supplémentaires pour les emballages durables et/ou la collecte des déchets, tout en ajoutant des exigences durables dans ses accords cadres avec les fournisseurs. Grâce à l'esprit d'anticipation de l'équipe logistique, la durabilité est progressivement intégrée dans tous les processus administratifs et logistiques. En adoptant une approche flexible - travailler avec les fournisseurs pour expliquer les avantages de l'utilisation de matériaux plus respectueux de l'environnement (y compris les emballages), plutôt que « pénaliser » les petits fournisseurs qui pourraient avoir plus de difficultés à prendre en compte cette exigence -, ACTED a réussi à susciter l'adhésion des fournisseurs.

UN IMPACT POSITIF SUR LA QUALITE DES ACTIONS D'ACTED

L'approche progressive d'ACTED pour rendre ses pratiques plus écologiques a sans aucun doute amélioré la qualité de son travail au Liban. L'équipe est motivée et désireuse de suggérer de nouvelles manières de réduire son empreinte environnementale à tous les niveaux (des petites actions aux changements plus importants). En « donnant l'exemple », les membres de l'équipe d'ACTED au Liban sont devenus des « ambassadeurs » de pratiques plus durables sur le plan environnemental. De plus, les bénéficiaires sont heureux de s'adapter à ces changements : par exemple, le passage des sacs en plastique aux sacs en jute a été très bien accueilli par les bénéficiaires et a également permis à l'organisation de **renforcer ses messages de sensibilisation auprès des bénéficiaires**.

UNE DOUBLE APPROCHE : DES GAINS RAPIDES ET DES CHANGEMENTS À LONG TERME

Si certaines actions sont faciles à mettre en œuvre, d'autres prennent plus de temps. Les résultats positifs des changements à court terme (« fruits à portée de main ») ont aidé l'équipe à rester motivée et à continuer d'explorer des améliorations et des changements. Dans le cas des emballages, alors qu'ACTED a pu changer relativement facilement l'emballage secondaire pour les distributions, l'emballage primaire - en particulier pour les produits alimentaires - reste un défi et génère des

« La prise en compte des considérations environnementales dans une organisation prend du temps. Les changements progressifs et le pilotage de nouvelles solutions permettent de réaliser des ambitions plus réalistes et évolutives. »

Red Goes Green Report

quantités considérables de déchets. L'équipe travaille actuellement avec des fournisseurs, des universitaires et des organisations locales afin d'identifier des solutions innovantes et durables pour les articles emballés de façon individuelle. L'expérience d'ACTED a montré que beaucoup de choses peuvent être réalisées facilement **pour réduire l'empreinte environnementale d'une organisation ou d'un projet avant d'aborder les défis plus complexes et à plus long terme.**

UNE AMBITION MONDIALE ET DES APPROCHES À L'ÉCHELLE DE L'ORGANISATION

L'expérience d'ACTED montre que les actions individuelles peuvent aller loin, mais elles ne peuvent avoir un réel impact que si elles sont soutenues et encouragées par l'organisation dans son ensemble. Depuis plusieurs années, le siège d'ACTED impulse avec force des pratiques plus durables sur le plan environnemental : il a lancé **un bilan carbone en 2017, a mis en place un système de reporting mensuel⁵ sur les questions de durabilité environnementale, encourage les équipes pays à mettre en place des groupes de travail interdisciplinaires (par exemple, logistique, administratif, programmes) pour concevoir et suivre des actions durables, et développe un plan de soutien « vert » à la réduction et à l'adaptation.** Plus que toute chose, la stratégie d'ACTED promeut l'innovation, une collaboration accrue avec des acteurs extérieurs à la sphère humanitaire, et l'apprentissage collectif entre les bureaux pays.



CONCLUSION

L'expérience d'ACTED montre que la durabilité peut être atteinte avec des coûts additionnels limités (ou sans coût dans de nombreux cas) et repose davantage sur l'ambition et la capacité de chaque organisation à encourager un état d'esprit écologique au sein de son personnel. Grâce à un dialogue fort et continu avec ses bailleurs de fonds, ainsi qu'à une volonté générale d'exemplarité, l'organisation a travaillé simultanément sur des projets d'écologisation et le renforcement de l'expertise et de la motivation du personnel des bureaux en matière de gestion des déchets et de questions environnementales.



UNICEF: LA DISTRIBUTION EN VRAC DE MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES D'INSECTICIDE À LONGUE DURÉE



INTRODUCTION

Pour survivre et se développer, les enfants ont besoin de solutions globales qui s'attaquent aux conséquences des catastrophes à déclenchement rapide (de plus en plus exacerbées par le changement climatique) et de solutions résilientes qui favorisent un développement intelligent sur le plan climatique à long terme. C'est pourquoi l'UNICEF s'efforce d'avoir un impact sur ces questions à travers ses programmes mondiaux, son plaidoyer, sa communication, ses opérations et sa chaîne d'approvisionnement. L'engagement de l'organisation se reflète dans le Plan stratégique 2022-2025 de l'UNICEF et dans ses procédures d'approvisionnement durable.



Les moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD) sont l'un des deux principaux outils de prévention et de lutte contre le paludisme, mais aussi l'un des principaux articles de secours utilisés par l'UNICEF. Entre 2021 et 2022, l'UNICEF a livré 60 millions¹⁴ de MIILD à 36 pays où le paludisme est endémique, afin qu'elles soient distribuées aux ménages, aux écoles et aux établissements de soins de santé. L'UNICEF agit au nom des gouvernements et des partenaires, et passe des commandes auprès de fabricants qualifiés qui produisent et

¹⁴ L'UNICEF est l'un des principaux fournisseurs publics de MIILD. Chaque année, les partenaires mondiaux, tels que l'UNICEF, le Fonds mondial et PMI, envoient environ 220 millions de MIILD aux pays où le paludisme est endémique, 88 % des livraisons étant destinées à l'Afrique subsaharienne.

emballent les MILD pour les expédier directement aux pays. Chaque commande est adaptée aux besoins spécifiques du pays destinataire, notamment en ce qui concerne la taille, le type d'insecticide, les illustrations et l'emballage. Depuis de nombreuses années, la plupart des gouvernements et des partenaires demandent que les MILD soient emballées dans des sacs plastiques individuels à usage unique, considérés comme l'option d'emballage par défaut.

Préoccupé par la fin de vie des sacs en plastique à usage unique dans des pays où la capacité de gestion des déchets est en moyenne faible¹⁵, l'UNICEF a géré les exigences en matière d'emballage de manière à réduire les déchets plastiques dans ses livraisons de MILD et à réaliser des économies sur les coûts d'approvisionnement.



COMMENT CELA A-T-IL FONCTIONNÉ ?

L'UNICEF a encouragé l'emballage en vrac comme alternative à l'emballage individuel des MILD dans ses livraisons. Lorsqu'elles sont emballées en vrac, les MILD - *qui ne sont pas en sacs individuels* - sont mises en balles par cinquante en unités compactes, pratiques pour le transport et la distribution.

En tant qu'intermédiaire entre les fournisseurs et les gouvernements/partenaires, l'UNICEF a dû recourir à la persuasion pour inciter les autres à modifier leurs pratiques en matière d'emballage, utilisant pour cela une approche en deux étapes.

L'UNICEF a commencé par proposer systématiquement l'emballage en vrac comme alternative à l'emballage individuel. Dans ses lettres d'accompagnement aux partenaires, l'UNICEF a présenté l'emballage en vrac comme une option idéale, mettant l'accent sur les questions de durabilité et soulignant les avantages, notamment en termes de rentabilité.

Récemment, l'UNICEF est allé plus loin en proposant par défaut l'emballage en vrac et en demandant au partenaire une justification s'il souhaitait revenir à l'emballage individuel des moustiquaires. Sur la base des commentaires reçus, l'UNICEF a commencé à travailler avec les gouvernements et les partenaires pour répondre aux préoccupations, en aidant à éliminer les obstacles réels ou perçus à l'acceptation de l'emballage en vrac. Enfin, dans ses estimations pour les gouvernements et les partenaires, l'UNICEF sépare le coût des sacs en plastique du coût du produit acheté (c'est-à-dire les MILD), ce qui contribue à promouvoir encore plus la livraison en vrac.



RÉSULTATS

Le fait de proposer l'emballage en vrac comme option par défaut a été accueilli positivement par les gouvernements et les partenaires, beaucoup saluant même ce changement car il a contribué à faire progresser leurs propres efforts pour réduire la pollution causée par les emballages en plastique (dans ce cas, le polyéthylène) qui sont rarement recyclés et - puisque les MILD sont distribuées dans des zones reculées - les sacs en plastique individuels qui les accompagnent sont encore plus difficiles à collecter et à gérer de manière appropriée.

La stratégie active de l'UNICEF en faveur de l'emballage en vrac des MILD a eu pour résultat direct d'éviter d'envoyer 11,5 millions de sacs en plastique à usage unique de 2021 à 2022, tout en générant des économies de 317 000 USD dans l'approvisionnement en MILD.

¹⁵ Elle est encore plus faible dans les zones reculées qu'atteignent les campagnes de distribution de MILD.

Même si les économies de 317 000 USD qui résultent des emballages individuels évités peuvent sembler faibles par rapport à 116 millions USD (c'est-à-dire la valeur totale des MILD achetées par l'UNICEF en 2021 et 2022), ces économies ont permis l'achat de 160 000 MILD supplémentaires pour les pays et les régions qui ont besoin d'outils de lutte antivectorielle et qui sont limités par un financement restreint.



DÉFIS

LA RÉDUCTION DES DÉCHETS D'EMBALLAGE N'EST PAS UNE PRIORITÉ POUR LES GOUVERNEMENTS ET LES PARTENAIRES LORSQU'ILS COMMANDENT DES MILD

Les gouvernements opèrent dans des environnements complexes où de multiples facteurs et des priorités concurrentes influencent les décisions lorsqu'il s'agit de planifier l'achat et la distribution de MILD. Pendant trop longtemps, l'impact environnemental de l'emballage des MILD n'a pas été une priorité. Les décisions relatives à l'achat de MILD en vrac ou emballées individuellement n'ont pas fait l'objet d'une réflexion approfondie dans le cadre de la planification des campagnes de distribution.

Plutôt que d'imposer des décisions aux gouvernements et aux partenaires, l'UNICEF a utilisé le plaidoyer pour souligner les avantages environnementaux et financiers de l'emballage en vrac des MILD, ce qui a contribué à convaincre ses interlocuteurs de changer de paradigme.

L'EMBALLAGE INDIVIDUEL EST PERÇU COMME L'OPTION LA PLUS APPROPRIÉE / DE HAUTE QUALITÉ PAR RAPPORT À L'EMBALLAGE EN VRAC

Les MILD emballées individuellement sont perçues comme de meilleure qualité (par rapport à l'emballage en vrac), souvent pour des raisons culturelles ou parce que les gens sont habitués à la culture du « supermarché » ou de l'« usage unique » en ce qui concerne l'emballage. La préférence pour l'emballage individuel peut également découler de préoccupations spécifiques concernant la sécurité, la transportabilité, la redevabilité, la visibilité, etc. - et l'utilisation de sacs individuels est considérée comme un moyen de les atténuer.

En demandant à ses partenaires de justifier leurs demandes d'emballages individuels, l'UNICEF a pu mieux comprendre ce qui les pousse à faire ces demandes, ce qui est utile pour élaborer un nouveau discours attrayant sur l'emballage en vrac.



LEÇONS APPRISSES

- De petits changements peuvent être très utiles : en remplaçant simplement une option d'emballage par défaut dans ses offres aux gouvernements et aux partenaires, l'UNICEF a déclenché une prise de décision plus intentionnelle en ce qui concerne les exigences en matière d'emballage et a contribué à éviter des déchets équivalents à 11,5 millions de sacs plastiques à usage unique.
- Il est impossible de réduire l'impact environnemental de l'action humanitaire ou d'effectuer un changement positif en travaillant de manière isolée. En ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement, la préparation et le soutien du marché peuvent être essentiels à la réussite des initiatives en matière de durabilité. En insistant sur la réduction des déchets plastiques dans ses livraisons de MILD, l'UNICEF a constaté que les fabricants de MILD étaient également préoccupés par les déchets d'emballage en plastique et l'environnement : nombre d'entre eux se sont manifestés, offrant des remises supplémentaires pour les commandes avec emballage en vrac.

- L'emballage en vrac peut réduire à la fois les coûts d'expédition et l'empreinte CO2 du fret (dus à la réduction du volume), grâce à un emballage plus efficace des MILD. L'élimination des sacs plastiques libère de l'espace, ce qui permet potentiellement de charger davantage de MILD dans les conteneurs d'expédition. Il n'existe pas d'évaluation de l'impact potentiel - en termes de CO2 et de coûts économisés - mais celle-ci serait bénéfique.
- Dans le cas d'emballages individuels, les informations importantes pour les utilisateurs qui concernent l'installation, l'utilisation, le lavage et le séchage des moustiquaires pour garantir une durée de conservation maximale figurent sur l'emballage. Les mêmes informations apparaissent toujours directement sur l'étiquette d'entretien de la moustiquaire, généralement dans la langue du pays, et peuvent être consultées par les utilisateurs à tout moment (contrairement à l'emballage en plastique qui est généralement déchiré et jeté immédiatement après la réception de la MILD). En outre, les programmes nationaux de lutte contre le paludisme organisent généralement des sessions de sensibilisation pendant les distributions, avec des démonstrations fournissant aux bénéficiaires les informations clés sur l'utilisation des moustiquaires. L'absence de sac individuel ne devrait donc pas ressentie comme quelque chose qui affecte l'efficacité des campagnes anti-paludisme.



CONCLUSION

Les questions environnementales plus larges liées aux MILD sont complexes et les solutions nécessitent une réflexion globale sur la gestion des déchets, le recyclage, les pratiques sociales et l'innovation. Cependant, la réduction des déchets plastiques dans la distribution de MILD a déjà produit des effets significatifs et peut s'avérer une victoire rapide et à très court terme.

Cette étude de cas est un bon exemple de la manière dont une organisation peut prendre la responsabilité de réduire ses déchets et son empreinte environnementale, mais aussi de la manière dont de petits changements dans notre façon de travailler peuvent avoir une grande portée, en particulier au sein d'une grande organisation qui intervient dans plusieurs pays.

Néanmoins, au-delà des stratégies et des plans des organisations, **ces changements concrets ne peuvent se produire qu'avec la motivation et des initiatives du personnel humanitaire qui souhaite évoluer vers un secteur humanitaire plus durable.**

Enfin, cette étude de cas démontre l'engagement et la volonté de l'industrie pour mettre en œuvre des initiatives de durabilité et travailler main dans la main avec les organisations humanitaires pour une réponse plus durable sur le plan environnemental. Dans l'ensemble, les fournisseurs soutiennent les initiatives de durabilité et, dans certains cas, ils sont même très avancés. **En tant qu'humanitaires, nos efforts liés à la durabilité ne peuvent se concrétiser que si nous nous efforçons de maintenir un dialogue permanent avec nos fournisseurs.**

« C'était une chose évidente à faire, si l'on considère la quantité de MILD que nous distribuons chaque année. Cela a eu un impact énorme, non seulement en réduisant les déchets plastiques et l'impact sur l'environnement, mais aussi en réduisant les coûts. »

*Valerie Markova, chargée des contrats,
Division Approvisionnements de l'UNICEF*



UNHCR: « ÉCOLOGISER » L'EMBALLAGE DES ARTICLES DE PREMIERS SECOURS



INTRODUCTION

Dans sa Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la durabilité environnementale 2022-2025, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'engage à améliorer la durabilité environnementale de sa chaîne d'approvisionnement de bout en bout, car l'ensemble de ses articles de premiers secours (« core relief items » en anglais, ou CRI) représentent environ 60 % de ses émissions de gaz à effet de serre.

D'ici 2025, le HCR vise à.

- Une réduction globale de ses émissions de 20 % (y compris une réduction de 10 % des émissions liées au fret international)
- Une réduction de 20 % de la proportion de plastique dans les emballages de CRI
- Une augmentation de 20 % de la durabilité environnementale des CRI eux-mêmes (en utilisant des matériaux recyclés, recyclables ou provenant de sources durables)

Pour atteindre ces objectifs, le HCR est en train de procéder à un examen complet de ses procédures de planification de ses approvisionnements, de ses spécifications techniques et du sourcing de ses CRI. **L'emballage s'étant avéré le domaine où il était le plus simple d'avoir un impact, les efforts ont donc commencé par là.**



UNHCR: Distribution de lampes solaires dans la région côtière dévastée en Mozambique



L'APPROCHE

Le HCR a recruté des experts environnementaux et en particulier spécialistes des matières plastiques pour analyser comment rendre les emballages de CRI plus respectueux de l'environnement. Presque toutes les émissions des articles de secours du HCR proviennent de huit articles (couvertures, seaux, tentes

familiales, ustensiles de cuisine, jerrycans, matelas, matelas de couchage et lampes solaires), le travail a donc commencé par l'analyse de leur emballage. Le HCR a identifié trois grands axes d'action pour « écologiser » les emballages primaires, secondaires et tertiaires de ces CRI :

Le HCR a adopté une approche flexible dans leur démarche d'améliorer la durabilité environnementale de leur emballage, reconnaissant qu'il n'est pas toujours possible de suivre les trois axes d'action pour tous les éléments. À titre d'exemple, les emballages en plastique recyclé peuvent ne pas être disponibles dans tous les contextes où le HCR travaille. Des **méthodes innovantes** sont également utilisées, comme la promotion d'emballages « réutilisables » fabriqués à partir des CRI eux-mêmes. Il s'agit notamment d'enrouler des bâches en plastique autour de boîtes contenant des ustensiles de cuisine ou d'utiliser des tentes familiales pour les protéger pendant le transport. Ces bâches et tentes familiales peuvent ensuite être utilisées lors de la livraison.

Tout en étudiant la taille et la conception des emballages de CRI, le HCR examine également comment **rendre l'article en lui-même le plus compact possible**. Ce fut par exemple le cas pour les lampes solaires : les dimensions de la lampe ont été réduites, de même que son emballage, ce qui facilite son utilisation et son transport.

RÉDUIRE

Réduire les emballages dans la mesure du possible, en contribuant à réduire le volume des matériaux d'emballage à la source. À l'avenir, le HCR souhaite passer, là où cela est possible, à un « emballage nu » (c'est à dire seulement les éléments essentiels pour garantir la qualité et la protection des articles).

RECYCLER

Utiliser des emballages recyclés dans la mesure du possible, afin de maintenir les matériaux en circulation.

OPTIMISER

Rendre l'emballage le plus compact possible, en réduisant l'espace occupé par les articles. Il s'agit notamment d'augmenter les taux de compression et d'optimiser l'emballage (par exemple, plus d'articles par boîte), la taille des palettes et les capacités de chargement.



CHANGEMENTS ET EXEMPLES DE LEUR IMPACT

Les améliorations identifiées à ce jour, qui sont progressivement mises en œuvre, sont présentées ci-dessous, ainsi que quelques exemples de leur **impact positif en termes environnementaux et financiers**.

BOÎTES D'EMBALLAGE

- Le carton brun recyclé avec des logos noirs (fabriqués à partir d'encre à base d'eau) doit être utilisé, au lieu du carton blanc « blanchi » avec des logos bleus. Ce changement a déjà été piloté avec succès par le bureau régional Asie-Pacifique du HCR. **Une analyse du cycle de vie a ainsi révélé que**

l'empreinte environnementale des boîtes marquées d'un logo a été réduite de 70 %. Cela permet également de maintenir le carton en circulation et d'éviter la libération de produits chimiques provenant du carton blanchi ou d'encre non biologiques.

- Le plastique stratifié ainsi que le film en plastique sont retirés des boîtes en carton afin de réduire l'utilisation du plastique et de rendre les boîtes plus facilement recyclables.

LAMPES SOLAIRES

- Emballage primaire :** Pour remplacer l'emballage en plastique à usage unique pour des lampes solaires, de petits sacs en coton recyclé ont été proposés par les fournisseurs du HCR et sont désormais utilisés.
- Emballage secondaire :** les lampes sont placées dans des boîtes en carton brun naturel recyclé, dont la taille a aussi été réduite.
- Le HCR expérimente également différentes options pour réduire la taille des lampes elles-mêmes. À ce jour, un modèle compact a été approuvé et il tient dans une boîte en carton d'un litre (fabriquée à partir de carton recyclé plutôt que de carton vierge). **Il est ainsi plus facile de transporter les lampes dans les camps et des réactions positives ont déjà été reçues de la part de réfugiés au Pakistan, par exemple.**



Au Pakistan, le HCR utilise des emballages plus écologiques pour les couvertures distribuées aux réfugiés afghans



SETS DE CUISINE

- Des feuilles de papier sont désormais utilisées à la place des plastiques à usage unique (PUU) pour emballer individuellement les articles dans les sets de cuisine. **De ce fait, 100 g de PUU ont été économisés par set de cuisine.**
- Des cartons bruns recyclés avec des logos noirs sont désormais utilisés. En conséquence, les sets de cuisine sont légèrement moins chers (1,2 %).
- Des travaux sont en cours pour voir comment optimiser la taille des ustensiles à l'intérieur des sets de cuisine.

COUVERTURES THERMIQUES

- Les PUU individuels ont été retirés des couvertures thermiques. Celles-ci sont regroupées par balles de 15 et recouvertes de balles de polypropylène (PP). Dans la mesure du possible, ce PP doit être mélangé à du plastique recyclé. Le taux de compression des couvertures a été augmenté de 60 %. Les couvertures non

tissées à température moyenne sont désormais emballées à raison de 20 unités par balle au lieu de 18, tandis que les couvertures non tissées à température élevée sont emballées à raison de 15 unités par balle au lieu de 12, ce qui permet d'augmenter de 25 % les taux de chargement.

- Dans le cas des couvertures à haute température (non palettisées), cela signifie une réduction de 15 % des conteneurs d'expédition et de 20 % du poids des matériaux d'emballage, ce qui représente une réduction à la fois en termes monétaires et de réduction des émissions de CO₂ (de 17 %).

FILM PLASTIQUE / FILM RÉTRACTABLE

- Il continue d'être utilisé lorsque cela est nécessaire pour fixer les palettes entre elles et les protéger de l'humidité. Toutefois, si du plastique recyclé est disponible, les fournisseurs sont encouragés à en inclure au moins 30 %. Pour de nombreuses organisations humanitaires, il est difficile de réduire les emballages tertiaires car elles n'ont que peu de contrôle sur ces derniers.

TAPIS DE SOL

- Il a également été suggéré d'optimiser l'emballage des tapis de sol de manière à ce qu'une balle puisse contenir 25 unités au lieu de 20.



DÉFIS

On constate parfois une réticence à changer les pratiques d'emballage, car l'impact peut sembler négligeable, ou alors il peut exister des inquiétudes par rapport à ces changements. Certains ont du mal à voir l'intérêt d'utiliser des boîtes en carton marron plutôt que blanc, tandis que d'autres peuvent craindre que l'utilisation de logos du HCR en noir plutôt qu'en bleu n'affaiblisse l'image de marque de l'organisation et ne réduise sa visibilité.

En outre, il n'est pas facile de mesurer l'impact de ces changements et il est donc nécessaire de suivre et de calculer les résultats sur une certaine période, ce qui peut décourager certains membres du personnel. D'autres peuvent ne pas apprécier à sa juste valeur le niveau des émissions liées aux emballages ou ne pas comprendre pourquoi la durabilité des emballages est une priorité alors qu'il existe des problèmes plus « importants » à résoudre en lien avec le changement climatique.

Pour aider le personnel à adopter tous ces changements en matière d'emballage, le HCR s'engage à :

- Organiser régulièrement des réunions, des petits ateliers et des sessions d'information avec différentes unités dans le domaine de l'approvisionnement, et élaborer des supports de formation pour le personnel.
- Informer le personnel par le biais de mémos mensuels ou bimensuels sur les changements à venir et ceux en préparation, afin de les aider à anticiper et à s'adapter.
- Sensibiliser le personnel à l'importance de ces changements par le biais de l'intranet et des médias sociaux.
- Plaider pour des changements mettant en évidence l'impact global, sur la base du volume total d'articles que l'organisation achète, en soulignant qu'il ne s'agit que du début de sa transition en matière de durabilité. À titre d'exemple, la réduction de l'emballage d'un set de cuisine individuel ne produira pas beaucoup d'impact à elle seule, mais l'organisation en achète 2,5 millions par an, et ces changements seront multipliés sur plusieurs années.
- Organiser des réunions régulières ou de petit(e)s ateliers/sessions d'information avec les différentes unités

de l'approvisionnement afin de les informer de ce qui est mis en œuvre et de ce qui est à venir.

- Veiller à ce que les changements mentionnés plus haut soient intégrés dans les procédures et les politiques et deviennent obligatoires, tout en conservant une approche flexible - en reconnaissant que l'organisation travaille dans des contextes très divers.



LEÇONS APPRISSES

MAINTIEN DE LA QUALITE DES PRODUITS POUR L'UTILISATEUR FINAL

Il était important de piloter les changements apportés aux emballages afin de garantir leur intégrité sur le terrain et, surtout, de préserver les produits distribués de tout dommage éventuel. En ce qui concerne l'augmentation du taux de compression des couvertures thermiques mentionnée ci-dessus, des tests ont été effectués et ont montré qu'elle permettrait effectivement de réduire les émissions et les coûts tout en conservant la même résistance thermique. Sur la base des résultats des tests en laboratoire, ce nouveau taux de compression a été utilisé pour la distribution de couvertures thermiques au Bangladesh, au Pakistan et en Ouzbékistan en avril 2023. Non seulement les utilisateurs finaux ont réagi positivement, mais le HCR a calculé que le nouveau taux de compression des couvertures lui a permis de réaliser des économies aussi bien **en termes d'émissions de CO2 que de coûts**.

PENSER A L'UTILISATEUR FINAL

Il est important de consulter et de prendre en compte l'utilisateur final lorsque l'on étudie les changements à apporter à l'emballage et aux articles de premiers secours eux-mêmes. Cela s'est avéré un facteur clé dans la décision de changer la taille des lampes solaires : le modèle plus petit devrait être plus facile à transporter par les familles de réfugiés dans les camps et sera bientôt testé par le HCR au Bangladesh et en Colombie.

De nombreux utilisateurs finaux ont un accès limité aux options de gestion des déchets, et les solutions d'emballage doivent être adaptées au contexte local. Le HCR s'efforce donc de s'engager avec eux de manière plus globale dès le départ, et d'examiner si et comment les emballages peuvent être éliminés de manière appropriée.

COMMUNICATION A PROPOS DU PACKAGING

Lorsqu'il a proposé de changer ses emballages, le HCR a accordé une attention particulière à ce que les utilisateurs finaux reçoivent des informations et des instructions claires sur la manière de se débarrasser des emballages de CRI. C'est pourquoi les emballages en plastique biodégradable et compostable ont été évités, car ces termes peuvent induire en erreur l'utilisateur final, lequel peut penser que ces emballages peuvent être éliminés dans l'environnement naturel¹⁶. Les plastiques biodégradables ou bioplastiques ne peuvent pas être simplement jetés, et les articles compostables nécessitent des installations qui n'existent pas dans les contextes où travaillent des organisations comme le HCR, y compris dans les camps.

Le HCR utilise des étiquettes pour fournir aux bénéficiaires davantage d'informations sur la composition des CRI et sur ce qui peut être fait avec l'emballage, y compris des informations sur le recyclage. Des QR codes sont ajoutés aux étiquettes et renvoient à une page d'aide en ligne du HCR où l'on peut trouver davantage

¹⁶ Le plastique biodégradable ne se décompose complètement que lorsqu'il est exposé à des conditions spécifiques (humidité, température élevée et micro-organismes). Quant au plastique compostable, il ne se décompose que lorsqu'il est exposé à des températures élevées durant un certain temps. Il est généralement adapté aux installations de compostage industriel, et celles-ci n'existent pas dans les contextes où travaillent les organisations humanitaires telles que le HCR, notamment dans les camps.

d'informations, notamment sur l'élimination en toute sécurité des emballages et sur la protection contre les risques.

LES FOURNISSEURS SONT DE NOTRE COTE

Les discussions avec les fournisseurs ont permis d'identifier des solutions pour rendre les emballages plus durables. Le HCR proposait par exemple un changement à un fournisseur et ce dernier faisait plusieurs suggestions sur la manière de le mettre en œuvre. L'écoute des réactions des fournisseurs a permis de s'assurer que les changements proposés par le HCR étaient réalisables. Les relations avec les fournisseurs sont donc cruciales et doivent être entretenues dans le cadre d'une approche globale de la durabilité des emballages. Il ne faut pas partir du principe que les fournisseurs sont réticents au changement ou qu'ils ne s'intéressent pas aux questions environnementales et climatiques.

LE COMPACTAGE ET LA COMPRESSION PEUVENT PERMETTRE DE REMPORTEZ DES « VICTOIRES RAPIDES »

Même si l'on ne pense pas automatiquement à la palettisation et aux taux de compression quand on pense à l'emballage, l'expérience du HCR a montré que la modification du nombre d'articles emballés dans une balle, une boîte, un carton ou un conteneur peut conduire à des réductions significatives de l'empreinte environnementale et des coûts.

SE COORDONNER AVEC LES AUTRES ET APPRENDRE D'EUX

La collaboration avec d'autres organisations humanitaires a été particulièrement utile. La participation fréquente du HCR au webinaire « *Packaging Matters* » de la Joint Initiative a été une source importante d'informations et a permis de faciliter les contacts avec d'autres parties prenantes et d'apprendre d'elles. L'apport du point de vue d'acteurs non humanitaires, notamment de fournisseurs du secteur privé et d'universitaires, a également contribué à la réflexion et au processus de décision.



CONCLUSION

L'expérience du HCR illustre l'intérêt d'impliquer toutes les parties prenantes dans le processus d'écologisation des emballages. La consultation et l'implication des utilisateurs finaux ainsi que d'autres organisations humanitaires ont été cruciales et ont permis d'obtenir de précieux retours d'informations. En outre, les fournisseurs se sont révélés des alliés clés qui devraient participer à l'élaboration de nouvelles pratiques et politiques en matière d'emballage.

Le HCR et d'autres agences des Nations Unies ont la capacité et sont bien placés, grâce à leur fort pouvoir d'achat et à leurs réseaux mondiaux de fournisseurs et de partenaires, pour orienter le secteur humanitaire vers un avenir plus durable. Cette étude de cas montre comment une planification bien réfléchie et des approches collaboratives peuvent contribuer activement à un approvisionnement plus durable et à une réduction des émissions de carbone.



SAVE THE CHILDREN: PROMOUVOIR LA DURABILITÉ PAR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT



INTRODUCTION

En 2019, Save the Children International (SCI) a approuvé une Politique de durabilité environnementale et de lutte contre le changement climatique pour soutenir l'amélioration de la performance environnementale, notant la centralité de la chaîne d'approvisionnement dans ce travail.

Depuis 2020, SCI a fait des progrès considérables pour rendre sa chaîne d'approvisionnement plus durable en créant une Politique de

durabilité des fournisseurs, un Engagement en faveur de la durabilité et des critères de durabilité pour évaluer ses fournisseurs. Grâce à ce travail, SCI vise également à favoriser la localisation dans les pays où elle travaille, en utilisant l'approvisionnement durable pour créer « un impact social, économique et environnemental positif sur les communautés que nous aidons, mais aussi sur nos fournisseurs et la planète ».

Cette Politique, cet Engagement et ces critères font partie de la stratégie plus large de SCI en matière de durabilité de la chaîne d'approvisionnement, une stratégie pluriannuelle visant à placer la durabilité sociale, économique et environnementale au cœur du processus décisionnel de l'organisation et de ses fournisseurs.

SCI dispose de 55 bureaux nationaux et travaille avec 30 000 à 50 000 fournisseurs. La Politique de durabilité des fournisseurs **envoie un message clair aux fournisseurs de SCI : la durabilité est une priorité pour l'organisation**. L'objectif est de mettre la durabilité sur les « écrans-radars » des fournisseurs et de stimuler des changements positifs dans la manière dont les fournisseurs s'approvisionnent, emballent et transportent le matériel humanitaire. À moyen et long terme, l'adhésion à cette politique devrait contribuer à des améliorations plus



© Save the Children International

significatives dans le secteur humanitaire, les fournisseurs prenant des initiatives proactives en matière de durabilité sociale, économique et environnementale.

Compte tenu de l'objectif particulier du Compendium d'études de cas de la Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management (JI), la présente étude de cas se concentre sur la durabilité environnementale - plutôt que sociale et économique – même si ces trois dimensions sont étroitement liées. En termes de durabilité environnementale, les objectifs de SCI sont triples : réduire son impact négatif sur l'environnement, maximiser l'utilisation des ressources durables et naturelles, et enfin réduire les déchets tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.



OÙ ET COMMENT CE PROCESSUS A-T-IL COMMENCÉ ?

En 2020, SCI a procédé à une évaluation afin de déterminer où commencer sa transformation en matière de durabilité, ce qui a conduit à l'élaboration de la Stratégie de durabilité de la chaîne d'approvisionnement et de ses objectifs connexes. Pour garantir l'implication du personnel et l'adhésion de l'organisation à la question de la durabilité, SCI a également créé, pour son personnel, un Engagement en faveur des chaînes d'approvisionnement durables, lequel vise à promouvoir la durabilité via l'implication individuelle. Cet Engagement s'adresse à tous les membres de l'équipe de la chaîne d'approvisionnement qui souhaitent devenir des ambassadeurs de la durabilité et leur demande de s'engager à respecter plusieurs déclarations visant à placer la durabilité sociale, économique et environnementale au cœur de leurs méthodes de travail et de celles de leurs fournisseurs. L'Engagement existe en anglais, français, espagnol et arabe, et a été distribué vers la fin de l'année 2021 à 600 membres du personnel (environ 92 % de la main-d'œuvre impliquée dans la chaîne d'approvisionnement).

Pour soutenir le déploiement de l'Engagement et améliorer la sensibilisation et les connaissances du personnel sur la durabilité et sur son importance, SCI a créé une page de ressources SharePoint, organisé des webinaires et lancé une courte vidéo explicative ainsi qu'un module de formation en ligne. Fin 2022, plus de 100 membres du personnel avaient suivi la formation sur la durabilité. Parallèlement à cela, SCI a commencé à élaborer des critères d'évaluation de la durabilité pour évaluer les fournisseurs dans le cadre de son processus d'analyse des appels d'offres, et le personnel a commencé à utiliser ces critères en juillet 2021. Enfin, vers la fin de l'année 2022, SCI a développé sa Politique de durabilité des fournisseurs. Cette Politique, qui définit les attentes de l'organisation à l'égard des fournisseurs, est entrée en vigueur à la fin du mois de novembre 2022.



POLITIQUE DE DURABILITÉ DES FOURNISSEURS

LES GRANDES LIGNES DE CETTE POLITIQUE

La Politique de durabilité des fournisseurs définit les valeurs fondamentales de SCI, à savoir la créativité, la responsabilité, l'intégrité, la collaboration et l'ambition, auxquelles les fournisseurs de biens et de services sont tenus d'adhérer. Elle reflète les normes minimales que l'organisation attend de ses fournisseurs, même si l'on espère qu'avec le temps, les fournisseurs dépasseront ces normes. Les fournisseurs sont tenus de signer une déclaration de conformité dans toutes les soumissions d'offres et tous les documents contractuels.

Avant cette Politique de durabilité des fournisseurs, SCI demandait à ses fournisseurs de se conformer à six politiques distinctes. Bien que ces politiques concernent des domaines prioritaires pour l'organisation, tels que la protection (« safeguarding »), le harcèlement, l'intimidation, l'exploitation sexuelle, l'esclavage moderne, la fraude et l'exploitation, le volume des documents (20 pages au total) rendait difficile le respect des exigences par les

fournisseurs. La nouvelle politique est un document succinct et rationalisé de cinq pages qui liste les attentes de SCI à l'égard de ses fournisseurs et les normes auxquelles ils sont tenus d'adhérer. Elle regroupe toutes les politiques existantes de SCI en matière de durabilité et les complète par le Code de conduite des Nations unies, ce qui permet aux fournisseurs de s'y retrouver plus facilement. Enfin, elle indique clairement que l'ensemble du travail de SCI est guidé par un « état d'esprit de durabilité ».

La nouvelle politique contient deux types de dispositions :

- Les dispositions obligatoires auxquelles les fournisseurs doivent se conformer. En ce qui concerne la durabilité environnementale, les fournisseurs « doivent, à tout moment, se conformer à la législation et à la réglementation environnementales en vigueur ».
- Les dispositions « recommandées » que les fournisseurs doivent s'efforcer d'atteindre. Les fournisseurs sont tenus de fixer des objectifs et des plans de travail clairs pour atteindre ces dispositions « recommandées ». De manière générale, les fournisseurs doivent faire preuve de bonne volonté pour atteindre ces dispositions, faute de quoi leur relation avec SCI peut être remise en question.

En ce qui concerne la durabilité environnementale, les fournisseurs sont invités à réduire leur impact négatif sur l'environnement, à mieux comprendre leur propre empreinte carbone et à s'attaquer à ces problèmes en révisant leurs pratiques et processus de la manière suivante :

- Développer des objectifs en matière d'impact environnemental et mettre en œuvre une politique environnementale.
- Mesurer et réduire l'impact négatif de leur organisation et de leurs activités.
- Comprendre clairement leur empreinte carbone et mettre en place un plan pour la réduire.
- Réduire leurs déchets et émissions tout au long du cycle de vie de leurs produits et au sein de leurs activités.
- Utiliser des matériaux d'origine durable.
- Revoir les processus, les opérations et les chaînes d'approvisionnement afin d'optimiser l'efficacité et de réduire les déchets.
- Utiliser des sources d'énergie alternatives/vertes (par exemple, l'énergie solaire).
- Réduire au minimum l'utilisation et le gaspillage de l'eau, et adopter des technologies permettant d'économiser l'eau.

MISE EN ŒUVRE PRATIQUE

Aider les fournisseurs à respecter ces normes est un processus continu, et SCI reconnaît qu'il peut être plus facile pour les gros fournisseurs de les respecter. SCI encourage les fournisseurs à améliorer continuellement leurs opérations et leur propose des formations et un appui, afin de les aider à élaborer des plans d'action correctifs si nécessaire.

Pour mettre en œuvre cette politique, SCI a d'abord identifié 35 fournisseurs du Nigeria, du Népal et de l'Éthiopie, ainsi que des fournisseurs mondiaux clés. SCI a ensuite commencé à évaluer la faisabilité de sa Politique dans les

L'objectif de Save the Children est de guider ses fournisseurs sur le long terme afin qu'ils respectent ces normes.

lieux choisis, recueilli des commentaires et intégré les résultats dans le processus en cours vers la fin de l'année 2022. Toutefois, aucun changement majeur n'a été apporté à la Politique avant sa mise en œuvre. L'équipe de la chaîne d'approvisionnement de SCI a été informé de la Politique et du processus, et un appui a été fourni et adapté aux différents besoins de chaque bureau pays. SCI a reconnu que dans certains bureaux pays, les considérations de durabilité étaient déjà intégrées dans la chaîne d'approvisionnement, alors que pour d'autres, il s'agissait d'un concept relativement nouveau. La communication et la formation des fournisseurs ont également joué un rôle clé dans l'intégration de la durabilité dans les processus de la chaîne d'approvisionnement.

Fin 2022, il est devenu obligatoire pour tout nouveau fournisseur s'inscrivant auprès de l'organisation de signer la Politique de durabilité des fournisseurs. Celle-ci est désormais insérée dans les appels d'offres, les demandes de devis et toutes les conditions générales. Elle sera également incluse en annexe de tous les nouveaux et futurs bons de commande, contrats et accords-cadres, au lieu des précédentes politiques obligatoires de SCI.



CRITÈRES DE DURABILITÉ

LES GRANDES LIGNES DE CES CRITÈRES

Pour s'assurer que la durabilité soit prise en compte lors de la sélection des fournisseurs SCI a élaboré près de 200 exemples de critères d'évaluation de la durabilité couvrant 31 catégories de biens et services. Ces critères sont utilisés pour évaluer les fournisseurs au même titre que d'autres considérations « commerciales » telles que la qualité et le coût des biens et services.

EMBALLAGE

En tant que partenaire actif de la Joint Initiative, SCI est particulièrement conscient de l'ampleur et de l'impact des déchets résultant de l'emballage des articles d'aide humanitaire et travaille avec d'autres acteurs humanitaires pour traiter ce problème de manière holistique. Cela se reflète dans les critères de durabilité, dont quatre concernent spécifiquement l'emballage :

- Démontrer une stratégie de réduction des emballages et/ou une stratégie écologique.
- Proposer des solutions d'économie circulaire.
- Utiliser des matériaux d'emballage facilement recyclables et fabriqués à partir de matières recyclées ou naturelles.
- Limiter les produits à usage unique (bouteilles en plastique, etc.).

MISE EN ŒUVRE PRATIQUE

Pour les devis simples/unique, l'utilisation des critères de durabilité est encouragée mais facultative. Pour les devis formels et les appels d'offres ouverts, les critères sont obligatoires. Le personnel peut choisir les critères les plus utiles et les plus pertinents à partir d'une liste prédéfinie ou utiliser ses propres critères. La durabilité (sociale, économique et environnementale) doit contribuer à minima à 10 % de la pondération totale pour les offres formelles et les appels d'offres ouverts, même si ce pourcentage peut être augmenté si nécessaire.

Pour chaque critère, le personnel dispose d'orientations internes sur la manière de noter le fournisseur potentiel. Par exemple, pour savoir si les fournisseurs proposent des produits réutilisables ou recyclables, SCI suggère d'attribuer 10 points sur 10 au fournisseur si tous les produits sont réutilisables ou recyclables, 5 points sur 10 si

les produits contiennent quelques éléments recyclables et 0 point si les produits ne sont pas du tout réutilisables ou recyclables.

Le personnel est encouragé à prioriser à l'utilisation de critères qui peuvent être mesurés concrètement et notés objectivement. Toutefois, si cela n'est pas possible, le personnel peut poser des questions qualitatives aux fournisseurs et les réponses peuvent être évaluées par le Comité en charge des marchés publics.

Afin de promouvoir la localisation et d'éviter de désavantager les fournisseurs locaux - qui pourraient avoir des difficultés à se conformer aux critères de durabilité, SCI a clairement indiqué que l'incapacité d'un fournisseur à se conformer à l'ensemble des normes et critères de durabilité ne le disqualifiera pas comme partenaire potentiel s'il démontre une volonté de devenir plus durable. Pour soutenir la transition des fournisseurs vers la durabilité, SCI continue d'organiser des sessions de formation pour les fournisseurs, de leur fournir des conseils et de les aider à élaborer leurs propres plans de durabilité. En ce qui concerne les coûts supplémentaires liés à la fourniture de matériaux et services durables, le fait que les critères de durabilité soient généralement pondérés à 10 % permet d'atténuer le risque que les fournisseurs obtiennent des notes inférieures sur les critères commerciaux, par exemple le coût.



RÉSULTATS

Même si l'Engagement, la Politique et les critères sont nouveaux et même s'il n'est pas encore possible d'en mesurer tous les effets, les premiers signes de réussite sont visibles. Par exemple, sur les 25 000 fournisseurs contactés fin 2022, aucun n'a répondu qu'il n'était pas en mesure de se conformer à la Politique de durabilité des fournisseurs de l'organisation. À la suite de ce résultat encourageant, il est devenu obligatoire à partir de décembre 2022 d'utiliser les critères de durabilité pour évaluer tout fournisseur doté d'un contrat de plus de 10 000 USD.

En outre, le Groupe interagences pour les achats (Interagency Procurement Group) - un réseau de professionnels de la logistique issus de 31 organisations participantes - a utilisé la Politique de durabilité des fournisseurs de SCI comme base pour son Code de conduite éthique et de durabilité des fournisseurs, qu'il partage avec ses partenaires.



DÉFIS

La durabilité peut être un concept nouveau pour certains fournisseurs, ce qui signifie qu'elles peuvent avoir des difficultés pour fournir des réponses suffisamment détaillées et des documents justificatifs visant à « prouver » qu'ils prennent des mesures pro-durabilité. C'est pourquoi l'équipe de la chaîne d'approvisionnement de SCI est prêt à guider les fournisseurs et à les aider à remplir les formalités administratives, par exemple en visitant les sites, en vérifiant les références et en prélevant des échantillons de produits.

De manière à relever ce défi, SCI est en train de lancer une initiative pour commencer à saisir les avantages obtenus en matière de durabilité grâce aux activités de sa chaîne d'approvisionnement. Cette initiative se concentrera principalement sur les achats, mais elle inclura également les avantages obtenus grâce aux opérations de la chaîne d'approvisionnement de SCI (par exemple, le parc automobile, l'entrepôt). Elle permettra aux bureaux pays de rendre compte, de contrôler et de suivre les améliorations en matière de durabilité liées aux émissions de gaz à effet de serre, à la réduction des déchets, etc. En outre, SCI est en train de finaliser un tableau de bord pour les fournisseurs, qui contrôlera diverses mesures de durabilité, permettant de suivre les progrès en direct et de comprendre les éléments clés pour ses fournisseurs.



LEÇONS APPRIS

CRÉER UNE DYNAMIQUE ET IMPLIQUER LE PERSONNEL

Étant donné le rôle crucial de l'équipe de la chaîne d'approvisionnement dans la mise en œuvre de la Politique de durabilité des fournisseurs et de ses critères, il était essentiel de convaincre ses membres de l'importance de ce travail et de s'assurer qu'il partageait les ambitions de SCI en matière de durabilité. L'Engagement du personnel en faveur de la durabilité a été essentiel pour garantir son implication et a été soutenu par une communication solide, notamment des webinaires et des vidéos, qui ont démontré comment de petits changements dans le comportement du personnel pouvaient avoir un impact positif sur le développement durable global de l'organisation. Le fait de partager en interne les résultats de son travail sur la durabilité de la chaîne d'approvisionnement a également contribué à susciter l'enthousiasme pour ce travail. L'organisation étudie actuellement des moyens amusants d'assurer l'engagement continu du personnel sur cette question, par exemple en récompensant le bureau qui obtient les meilleures performances environnementales.

ÊTRE PROACTIF ET AMBITIEUX, MONTRER L'EXEMPLE

SCI a été proactif et ambitieux. Plutôt que d'attendre que les bailleurs de fonds fournissent des conseils ou des fonds pour améliorer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement, l'organisation a développé son approche de la durabilité de la chaîne d'approvisionnement et s'est engagée dans un dialogue continu avec ses bailleurs. SCI a été l'une des premières organisations humanitaires à élaborer une Politique de durabilité pour ses fournisseurs et à utiliser des critères de durabilité pour évaluer ses fournisseurs.

ADOPTER UNE APPROCHE À LONG TERME : UN PARCOURS D'AMÉLIORATION CONTINUE

Veiller à ce que les fournisseurs respectent les normes de durabilité est un processus continu. SCI encourage ses fournisseurs à améliorer continuellement leurs activités et les soutient dans cette démarche. Le fait qu'un fournisseur ne respecte pas toutes les normes de durabilité de SCI ne signifie pas que l'organisation n'établira pas de partenariat avec lui, mais plutôt que les lacunes identifiées seront traitées de façon collaborative pour aider les fournisseurs à passer à des pratiques plus durables.

LIER LES EFFORTS AUX STRATÉGIES DE HAUT NIVEAU

Le travail de SCI pour améliorer la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement est directement lié à ses engagements et objectifs en matière de climat et de localisation, ainsi qu'à sa mission sociale. Cela a permis non seulement de renforcer l'engagement et la participation de l'équipe de la chaîne d'approvisionnement dans le « Programme durabilité », mais aussi de s'assurer que l'équipe de la chaîne d'approvisionnement est un allié clé pour aider l'organisation à atteindre ses ambitions et ses objectifs globaux en matière de climat et de localisation.

LE « MULTIPLICATEUR » DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'utilisation de la Politique de durabilité des fournisseurs permettra de s'assurer que des produits plus durables sont achetés auprès de fournisseurs, lesquels respectent non seulement l'environnement, mais protègent aussi les enfants, respectent les normes morales et éthiques, et promeuvent la diversité, l'inclusion et l'égalité dans leurs méthodes de travail. L'adhésion à cette Politique entraînera des résultats positifs au-delà du domaine de l'approvisionnement et contribuera à un impact social, économique et environnemental positif sur les communautés aidées par SCI, renforçant ainsi l'impact de ses programmes.

L'ÉQUIPE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT « S'ASSOIT À LA TABLE »

Depuis la volonté initiale de l'équipe de la chaîne d'approvisionnement d'aborder la question de la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en 2018, l'équipe s'est développée et est désormais en mesure d'influencer les processus décisionnels clés au sein de l'organisation. À titre d'exemple, l'équipe de la chaîne d'approvisionnement participe au groupe de travail sur le changement climatique mondial de SCI, a été incluse dans l'élaboration de plans d'intervention environnementale et a apporté des contributions précieuses à la révision de la Norme humanitaire fondamentale (CHS). Ces actions garantissent le partage de l'expertise interne et l'adoption d'une approche globale de l'organisation pour faire face au changement climatique et aux questions environnementales. Enfin, elles reflètent le rôle central des fournisseurs et de la chaîne d'approvisionnement dans l'atteinte de l'impact global de SCI.



PROCHAINE ÉTAPES

Pour le reste de l'année 2023, SCI continuera, entre autres, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre provenant des véhicules, grâce au rajeunissement de la flotte, à la redéfinition de sa taille et à une consommation de carburant plus efficace. En 2024, l'organisation s'appuiera sur les fondements de la Politique de durabilité des fournisseurs et renforcera encore la capacité des fournisseurs grâce à son Programme d'impact sur la durabilité des fournisseurs (SSIP). Le SSIP, qui est adapté à différents types de fournisseurs, se concentre sur l'environnement, la démarche éthique et la protection des fournisseurs, tout en ciblant une sélection de fournisseurs « prioritaires » dans chaque pays où SCI opère. Ce programme est obligatoire pour les fournisseurs sélectionnés, qui disposeront d'un an pour le mener à bien.

Une version allégée du SSIP sera proposée à d'autres fournisseurs, afin qu'un maximum de fournisseurs de SCI soient informés des travaux de l'organisation en matière de durabilité et conscients de la nécessité de traiter cette question. Du matériel de formation sera développé par SCI au niveau mondial, avec la contribution des bureaux pays, et mis en œuvre à l'aide d'un processus de formation des formateurs. La formation sera dispensée en ligne, par le biais de webinaires ou en personne. Le matériel sera traduit et pourra être personnalisé et adapté aux contextes locaux. Les enseignements tirés de ces sessions de formation aideront le personnel du SCI à mieux comprendre les défis et les opportunités liés à la durabilité au niveau local et contribueront à l'élaboration de futurs travaux sur ce sujet.



CONCLUSION

La durabilité est un nouveau domaine d'intérêt pour SCI et le secteur humanitaire au sens large, et il faudra du temps pour intégrer ce concept dans les méthodes de travail. Il sera parfois difficile de déterminer la meilleure façon d'intégrer la durabilité dans les politiques, processus et programmes, mais l'essentiel est d'agir avec les meilleures intentions. SCI a déjà accompli des progrès considérables dans la réalisation de ses ambitions en matière de chaîne d'approvisionnement. Les douze mois à venir constitueront une phase importante au cours de laquelle SCI travaillera intensivement avec ses fournisseurs. Le suivi continu de la mise en œuvre pratique de la politique et des critères parmi les fournisseurs sera crucial, permettant à l'organisation d'apprendre, de s'adapter et de cibler ses efforts là où le soutien est le plus nécessaire à l'avenir.



PALLADIUM & HSOT: REDUIRE AUTANT QUE POSSIBLE LES PLASTIQUES A USAGE UNIQUE



INTRODUCTION

L'équipe chargée des opérations humanitaires et de stabilisation (HSOT), financée par l'aide du Royaume- Uni, fournit au gouvernement britannique les capacités et l'expertise spécialisée pour apporter des réponses efficaces aux catastrophes à déclenchement rapide, aux crises et aux situations d'urgence complexes dans le monde entier. HSOT fournit ce soutien dans le cadre du programme HEROS (Humanitarian Emergency Response Operations and Stabilisation), financé par l'aide britannique du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) et géré par la société d'impact mondial Palladium. HSOT s'est engagé à améliorer la durabilité environnementale de ses services depuis un certain nombre d'années et depuis 2019, l'accent a été mis sur la réduction de l'empreinte environnementale de l'emballage des articles d'aide. Un certain nombre de mesures ont été prises en particulier pour réduire la quantité de plastiques introduits dans les pays bénéficiaires.



Le kit de cuisine Palladium avant et après le changement de cahier des charges



L'APPROCHE

Après une première évaluation de l'impact environnemental des activités d'aide de HSOT, les emballages plastiques sont devenus une préoccupation prioritaire pour l'équipe. Dès le début, HSOT a impliqué

les fournisseurs d'articles non alimentaires (NFI), les invitant à faire le point sur leurs pratiques et à identifier les améliorations à apporter. L'approche était triple :

- Éliminer les emballages plastiques à usage unique des emballages primaires des produits de base lorsque cela est possible.
- Remplacer les emballages plastiques par des options plus durables.
- Veiller à ce que les plastiques résiduels à usage unique soient essentiels, 100 % recyclés et 100 % recyclables¹⁷

ÉLIMINER LES EMBALLAGES PLASTIQUES À USAGE UNIQUE DES EMBALLAGES PRIMAIRES DES PRODUITS DE BASE LORSQUE CELA EST POSSIBLE

La première étape consistait naturellement à éliminer les emballages plastiques inutiles et, lorsque ces emballages étaient encore jugés nécessaires, à les remplacer par des matériaux plus durables. Cette démarche visait à réduire le volume de plastiques à usage unique qui finissent dans les communautés affectées, là où le brûlage à l'air libre ou l'élimination incontrôlée peuvent être des pratiques courantes en raison de l'absence de systèmes de gestion adéquats.

À la suite de discussions et de négociations avec les fournisseurs, 5 des 11 articles achetés par Palladium pour le compte de FCDO sont désormais reçus sans emballage plastique primaire et secondaire. Ces articles concernent les kits de dignité, les lampes solaires et kits de cuisine, et les changements ont maintenant été intégrés dans les spécifications et les bons de commande (voir la spécification d'emballage de Palladium [ici](#)). Depuis septembre 2022, on estime que l'équivalent de 67 200 sacs plastiques et 62 000 emballages plastiques ont été évités grâce à ces changements.

En outre, les emballages suivants ont été exclus des spécifications de Palladium/FCDO, qui s'efforcent d'augmenter le nombre de produits de base non alimentaires achetés sans.

- Sacs en plastique PE
- Colliers de serrage en plastique
- Papier bulle
- Ruban d'emballage acrylique
- Plastiques dégradables/compostables
- Emballage plastique à usage unique

OPTIONS REMPLACER LES EMBALLAGES PLASTIQUES PAR DES OPTIONS PLUS DURABLES

Lorsqu'un élément d'emballage était considéré comme essentiel pour protéger l'article qu'il contenait, le plastique a été remplacé par du carton - ce changement a été inclus dans les spécifications d'un certain nombre d'articles. Les emballages alternatifs suivants sont désormais recommandés :

- Sacs en tissu ou autres sacs biodégradables non-polymères (c'est-à-dire en tissu)
- Ruban adhésif en papier
- Papier bulle
- Ficelle ou attaches en métal/papier
- Renforcement des bords des cartons
- Remplissage des vides avec du papier
- Tampons pour couches de carton

¹⁷L'emballage résiduel est l'emballage qui n'a pas pu être enlevé.

ARTICLES D'EMBALLAGE ALTERNATIFS



*Renforcement
des bords des
cartons*



Papier bulle



*Ruban adhésif
en papier*



*Remplissage
des vides avec
du papier*



*Tampons pour
couches de
carton*

VEILLER A CE QUE LES PLASTIQUES RESIDUELS A USAGE UNIQUE SOIENT ESSENTIELS, 100 % RECYCLES ET 100 % RECYCLABLES

Pour les autres emballages plastiques à usage unique qui n'ont pas pu être remplacés ou éliminés, Palladium vérifie régulièrement avec ses fournisseurs que ces emballages demeurent essentiels. Par exemple, l'emballage reste essentiel lorsqu'il offre une protection imperméable aux articles de première nécessité, évitant ainsi les dégâts causés par l'eau.

En outre, Palladium demande à ses fournisseurs d'utiliser un emballage en plastique **100 % recyclé** lorsque c'est possible – c'est inclus dans les spécifications. Reconnaisant qu'un tel emballage n'est pas toujours possible pour les fournisseurs (en raison de la non-disponibilité), un **seuil minimum de 30 % de matériaux d'emballage en plastique recyclé est néanmoins accepté.**

Enfin, Palladium exige également que l'emballage soit **composé à 100 % de matériaux recyclables**. Que des possibilités de recyclage existent ou non sur le terrain, cette exigence signifie que Palladium fournit un emballage qui est théoriquement recyclable (par exemple, un seul matériau, non stratifié).

Pour faciliter le processus de recyclage, Palladium demande désormais à ses fournisseurs de prévoir des codes d'identification des résines (RIC) afin que les déchets d'emballage puissent être identifiés, collectés, séparés et stockés de manière appropriée par les partenaires de mise en œuvre, et éventuellement envoyés

au recyclage. Cette obligation pour les fournisseurs d'ajouter des codes d'identification des résines est également intégrée dans les spécifications des articles. Dans certains cas, les RIC sont même moulés dans les articles (c'est le cas des cubes de sauvetage, des seaux et des jerrycans, par exemple). L'objectif est que ce nouvel ajout aux spécifications contribue à améliorer le recyclage en aval, car le type de matériaux sera plus facilement identifiable, ce qui facilitera la mise en place d'un projet pilote de logistique inversée.

De plus, les fournisseurs sont invités à communiquer les volumes (en kilogrammes) et les types d'emballages plastiques (PP, polyéthylène basse densité [PEBD], etc.) contenus dans les articles livrés. Cette pratique a aidé

EXEMPLES DE CODES D'IDENTIFICATION DES RÉSINES

1	2	3	4	5	6	7
PET	HDPE	PVC	LDPE	PP	PS	OTHER
POLYETHYLENE TEREPHTHALATE	HIGH-DENSITY POLYETHYLENE	POLYVINYL CHLORIDE	LOW-DENSITY POLYETHYLENE	POLYPROPYLENE	POLYSTYRENE	OTHER
WATER BOTTLES; JARS; CAPS	SHAMPOO BOTTLES; GROCEY BAGS	CLEANING PRODUCTS; SHEETINGS	BREAD BAGS; PLASTIC FILMS	YOGURT CUPS; STRAWS; HANGERS	TAKE-AWAY AND HARD PACKAGING; TOYS	BABY BOTTLES; NYLON; CDS

Palladium à quantifier la quantité et les volumes d'emballages générés par ses activités. En partageant ces informations avec ses partenaires de mise en œuvre et en les rendant visibles, Palladium peut contribuer aux efforts de ses partenaires pour développer des partenariats avec des recycleurs sur le terrain. Tous ces changements ont en grande partie été mis en œuvre sans frais.



DÉFIS

QUANTITÉS MINIMALES DE COMMANDE

Influencer les pratiques des fournisseurs a parfois été un défi pour Palladium, en particulier pour les articles commandés en petites quantités. En effet, les fournisseurs ne sont souvent pas en mesure d'adapter leurs processus (par exemple, passer d'un ruban adhésif en plastique à un ruban adhésif en papier) uniquement pour un seul acheteur (organisation humanitaire), en particulier si cet acheteur commande un petit nombre d'articles.

Palladium n'a pas toujours eu une grande marge de manœuvre pour influencer les fournisseurs par rapport à d'autres organisations humanitaires et a dû travailler - et continue à le faire - avec ces organisations pour les aider à adapter leurs emballages. **Cette pratique souligne les avantages potentiels de l'harmonisation des spécifications des organisations humanitaires, afin d'exercer une influence supplémentaire sur les fournisseurs et de veiller à ce que les changements profitent à un plus grand nombre d'acheteurs.**

DES SOLUTIONS POUR L'EMBALLAGE TERTIAIRE

L'expérience de Palladium illustre une fois de plus la difficulté pour le secteur de trouver des alternatives durables en matière d'emballage tertiaire et ce, pour les raisons suivantes :

- L'emballage plastique est très efficace pour protéger les articles d'aide (par exemple, en les imperméabilisant ou en aidant à éviter qu'ils ne se déplacent sur les palettes), et il est donc difficile de trouver des alternatives plus durables qui ont les mêmes qualités
- Des alternatives plus durables n'ont pas encore fait leurs preuves à plus grande échelle.
- Ces emballages sont souvent sélectionnés et gérés par des parties prenantes externes (par exemple, les transporteurs) sur lesquelles les organisations humanitaires ont moins d'influence.

Si la communauté humanitaire et ses fournisseurs déploient des efforts croissants pour éliminer les emballages (plastiques) primaires et secondaires, ils doivent également s'efforcer de trouver des solutions collectives pour les emballages tertiaires et des moyens d'influencer les transporteurs, malgré des quantités générées plus réduites¹⁸.



LEÇONS APPRISSES

REALISER DES INSPECTIONS

Les spécifications sont importantes mais pas suffisantes, l'inspection est cruciale. L'expérience de Palladium a en effet montré que - si l'intégration de la durabilité environnementale dans les spécifications lors de la commande d'articles est essentielle car elle indique clairement aux fournisseurs qu'il s'agit d'une de leurs priorités -, elle ne suffit pas à

¹⁸ Une analyse d'un achat de kits de couverture effectuée par Palladium a montré que les emballages tertiaires ne représentaient que 10 % de l'ensemble des emballages pour ce cas d'achat spécifique. Cela indique que les emballages tertiaires peuvent représenter une faible proportion de l'ensemble des déchets d'emballages générés par rapport à une base de référence de pré-réduction.

elle seule. **Il est tout aussi important de vérifier les articles à la réception et de s'assurer que les articles livrés soient conformes aux spécifications.** L'une des leçons apprises par Palladium est que si les changements demandés ne sont pas intégrés dans les pratiques des fournisseurs, ces derniers continueront à faire ce qu'ils ont toujours fait.

Il est crucial d'être strict avec les fournisseurs, de s'assurer qu'ils respectent effectivement les spécifications et de prendre des mesures s'ils ne le font pas. Néanmoins, les organisations doivent avoir la capacité et les ressources en interne pour effectuer ces contrôles.

AVOIR DES SPECIFICATIONS CLAIRES ET PRÉCISES

Un autre enseignement clé est l'importance d'élaborer des spécifications **claires et précises afin de limiter la capacité des fournisseurs à les interpréter d'une manière plus souple** que celle voulue par l'acheteur (c'est-à-dire en laissant une certaine « marge de manœuvre »). Par exemple, des expressions telles que « lorsque cela est possible » ou « s'il existe d'autres solutions » doivent être évitées car elles sont sujettes à interprétation. Il convient plutôt d'utiliser des instructions claires telles que « utiliser 100 % de matériaux recyclables ». Si les fournisseurs ne sont pas en mesure de respecter la norme requise, ils doivent être encouragés à communiquer et à expliquer pourquoi - cela peut déclencher des discussions positives entre l'acheteur et le fournisseur. Les spécifications imprécises risquent d'être ignorées, en particulier lorsqu'elles exigent des changements ou des efforts supplémentaires.

UTILISER LE CADRE LÉGISLATIF COMME OUTIL D'INFLUENCE

L'expérience de Palladium montre une fois de plus que **s'appuyer sur la législation existante peut aider à influencer les fournisseurs et à obtenir leur adhésion.** Lors de la modification de ses spécifications, Palladium a attiré l'attention de ses fournisseurs sur la récente législation britannique relative aux importations de plastique (la taxe sur les emballages en plastique), en vertu de laquelle Palladium/FCDO risquaient d'être redevables d'une taxe supplémentaire si les articles qu'ils importaient au Royaume-Uni ne respectaient pas les directives relatives à la teneur minimale en matières recyclées. Cela a incité les fournisseurs (situés en dehors du Royaume-Uni) à se conformer aux spécifications de Palladium qui, pour influencer les fournisseurs, a également pu évoquer l'existence d'une législation sur le plastique dans les pays ciblés par son aide humanitaire.



CONCLUSION

L'expérience de Palladium en matière de collaboration avec ses fournisseurs pour inclure des pratiques plus durables n'a pas été un processus linéaire. Elle a nécessité des discussions continues avec les fournisseurs, l'ajustement des processus et la recherche de solutions adaptées à chaque fournisseur et à chaque produit, en particulier avec les petits fournisseurs et/ou les fournisseurs locaux. Si certains fournisseurs sont en avance sur les organisations humanitaires dans leur démarche de durabilité, d'autres ont besoin d'être davantage poussés et parfois soutenus pour intégrer la durabilité dans leurs pratiques. Dans ces cas, il est essentiel d'apporter une perspective critique à ce que les fournisseurs suggèrent afin de s'assurer que les solutions sont réellement plus durables sur le plan environnemental et qu'il ne s'agit pas d'une opération de *greenwashing*. Cela implique néanmoins que les organisations humanitaires aient la capacité en interne d'apporter cette perspective, ce qui renforce les arguments en faveur d'une augmentation des ressources environnementales dédiées dans le secteur.

**JOINT INITIATIVE FOR
SUSTAINABLE HUMANITARIAN
ASSISTANCE PACKAGING
WASTE MANAGEMENT**

A PARTNERSHIP OF



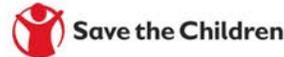
**Climate Action
Accelerator**

**CONCERN
worldwide**

**DRC DANISH
REFUGEE
COUNCIL**



Global Shelter Cluster
ShelterCluster.org
Coordinating Humanitarian Shelter



**JOINT
ENVIRONMENT
UNIT**

**TOGETHER
FOR A BETTER
RESPONSE**



POUR EN SAVOIR PLUS ET S'ENGAGER

Visitez notre page Internet : <https://tinyurl.com/joint-Initiative>

Inscrivez-vous à notre lettre d'information : <https://tinyurl.com/jnews-subscribe>

Suivez-nous sur LinkedIn : <https://tinyurl.com/joint-Initiative-LinkedIn>

Contactez l'équipe projet : Joint.Initiative@icf.com